

Ce document constitue un outil de documentation et n'engage pas la responsabilité des institutions

► **B**      **RÈGLEMENT (CE) N° 396/2005 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL**  
**du 23 février 2005**

**concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(JO L 70 du 16.3.2005, p. 1)

Modifié par:

		Journal officiel		
		n°	page	date
► <b><u>M1</u></b>	Règlement (CE) n° 178/2006 de la Commission du 1 <sup>er</sup> février 2006	L 29	3	2.2.2006
► <b><u>M2</u></b>	Règlement (CE) n° 260/2008 de la Commission du 18 mars 2008	L 76	31	19.3.2008
► <b><u>M3</u></b>	Règlement (CE) n° 299/2008 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2008	L 97	67	9.4.2008



**RÈGLEMENT (CE) N° 396/2005 DU PARLEMENT EUROPÉEN  
ET DU CONSEIL**

**du 23 février 2005**

**concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil**

**(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 37 et son article 152, paragraphe 4, point b),

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Comité économique et social européen <sup>(1)</sup>,

après consultation du Comité des régions,

statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité <sup>(2)</sup>,

considérant ce qui suit:

- (1) La directive 76/895/CEE du Conseil du 23 novembre 1976 concernant la fixation de teneurs maximales pour les résidus de pesticides sur et dans les fruits et légumes <sup>(3)</sup>, la directive 86/362/CEE du Conseil du 24 juillet 1986 concernant la fixation de teneurs maximales pour les résidus de pesticides sur et dans les céréales <sup>(4)</sup>, la directive 86/363/CEE du Conseil du 24 juillet 1986 concernant la fixation de teneurs maximales pour les résidus de pesticides sur et dans les denrées alimentaires d'origine animale <sup>(5)</sup> et la directive 90/642/CEE du Conseil du 27 novembre 1990 concernant la fixation de teneurs maximales pour les résidus de pesticides sur ou dans certains produits d'origine végétale, y compris les fruits et légumes <sup>(6)</sup> ont été modifiées à plusieurs reprises et de façon substantielle. Par souci de clarté et de simplicité, il convient d'abroger lesdites directives et de les remplacer par un acte unique.
- (2) Le présent règlement touche directement à la santé publique et se rapporte au fonctionnement du marché intérieur. Les différences entre les limites maximales pour les résidus de pesticides fixées au niveau national sont susceptibles d'entraver les échanges des produits figurant à l'annexe I du traité et de produits dérivés de ceux-ci entre les États membres et entre la Communauté et les pays tiers. Par conséquent, dans l'intérêt de la libre circulation des marchandises, de l'égalité des conditions de concurrence entre les

<sup>(1)</sup> JO C 234 du 30.9.2003, p. 33.

<sup>(2)</sup> Avis du Parlement européen du 20 avril 2004 (non encore paru au Journal officiel), position commune du Conseil du 19 juillet 2004 (JO C 25 E du 1.2.2005, p. 1) et position du Parlement européen du 15 décembre 2004 (non encore parue au Journal officiel). Décision du Conseil du 24 janvier 2005.

<sup>(3)</sup> JO L 340 du 9.12.1976, p. 26. Directive modifiée en dernier lieu par le règlement (CE) n° 807/2003 (JO L 122 du 16.5.2003, p. 36).

<sup>(4)</sup> JO L 221 du 7.8.1986, p. 37. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2004/61/CE de la Commission (JO L 127 du 29.4.2004, p. 81).

<sup>(5)</sup> JO L 221 du 7.8.1986, p. 43. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2004/61/CE.

<sup>(6)</sup> JO L 350 du 14.12.1990, p. 71. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2004/95/CE de la Commission (JO L 301 du 28.9.2004, p. 42).

## ▼B

États membres et afin d'assurer un degré élevé de protection des consommateurs, il importe que des limites maximales pour les résidus (LMR) présents dans les produits d'origine végétale et animale soient établies au niveau communautaire, tout en tenant compte des meilleures pratiques agricoles disponibles.

- (3) Un règlement fixant des LMR n'exige pas de transposition en droit national dans les États membres. Il constitue donc l'instrument le plus approprié pour établir les LMR applicables aux pesticides présents dans les produits d'origine végétale et animale, ses dispositions précises devant être appliquées au même moment et de la même manière dans l'ensemble de la Communauté pour pouvoir permettre une utilisation plus efficace des ressources nationales.
- (4) La production et la consommation de produits d'origine végétale et animale jouent un rôle très important dans la Communauté. Le rendement de la production végétale est constamment perturbé par l'action d'organismes nuisibles. Il est essentiel de protéger les végétaux et les produits végétaux contre ces organismes, afin d'éviter une diminution du rendement ou un préjudice aux produits récoltés, de garantir la qualité des produits récoltés, et d'assurer une productivité élevée de l'agriculture. Différentes méthodes sont disponibles à cette fin: d'une part, les méthodes non chimiques, les pratiques telles que le recours à des variétés résistantes, la rotation des cultures, le désherbage mécanique, le contrôle biologique et, d'autre part, les méthodes chimiques, telles que le recours aux produits phytopharmaceutiques.
- (5) L'utilisation de substances actives dans les produits phytopharmaceutiques constitue l'une des méthodes les plus courantes employées pour protéger les végétaux et les produits végétaux contre les effets des organismes nuisibles. Elle peut toutefois être responsable de la présence de résidus dans les produits traités, chez les animaux nourris avec ces produits et dans le miel produit par les abeilles exposées à ces substances. Étant donné que la santé publique doit passer avant l'intérêt de la protection des cultures, conformément à la directive 91/414/CEE du Conseil du 15 juillet 1991 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques <sup>(1)</sup>, il y a lieu de veiller à ce que les niveaux de ces résidus ne présentent pas des risques inacceptables pour les êtres humains et, le cas échéant, pour les animaux. Les LMR devraient être fixées au niveau le plus faible raisonnablement atteignable compatible avec les bonnes pratiques agricoles pour chaque pesticide, afin de protéger les groupes vulnérables, tels que les enfants et les fœtus et embryons.
- (6) Il importe également de continuer à œuvrer à l'élaboration d'une méthodologie permettant de tenir compte des effets cumulatifs et synergiques. Eu égard à l'exposition humaine à des combinaisons de substances actives, à leurs effets cumulatifs et, éventuellement, combinés et synergiques sur la santé humaine, des LMR devraient être établies après consultation de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (ci-après dénommée «l'Autorité»), instituée par le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires <sup>(2)</sup>.
- (7) Conformément à la directive 91/414/CEE, lorsqu'ils délivrent des autorisations, les États membres prescrivent que les produits

<sup>(1)</sup> JO L 230 du 19.8.1991, p. 1. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2004/1999/CE (JO L 309 du 6.10.2004, p. 6).

<sup>(2)</sup> JO L 31 du 1.2.2002, p. 1. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 1642/2003 (JO L 245 du 29.9.2003, p. 4).

**▼B**

phytosanitaires doivent faire l'objet d'un usage approprié. On entend par «usage approprié» notamment l'application des principes des bonnes pratiques agricoles et ceux de la lutte intégrée. Lorsque les LMR résultant de l'utilisation autorisée d'un pesticide conformément à la directive 91/414/CEE présentent un risque pour le consommateur, il y a lieu de modifier l'utilisation considérée afin d'abaisser le niveau des résidus de pesticide. Il convient que la Communauté encourage à la fois le recours à des méthodes ou à des produits favorisant la réduction des risques et l'utilisation de pesticides à des niveaux permettant de lutter efficacement contre les ravageurs.

- (8) Plusieurs substances actives ont été interdites par la directive 79/117/CEE du Conseil du 21 décembre 1978 concernant l'interdiction de mise sur le marché et d'utilisation des produits phytopharmaceutiques contenant certaines substances actives<sup>(1)</sup>. En outre, un grand nombre d'autres substances actives ne sont pas autorisées actuellement conformément à la directive 91/414/CEE. Il convient que les résidus de substances actives présents dans les produits d'origine végétale et animale résultant d'utilisations non autorisées, d'une contamination de l'environnement ou d'utilisations de ces substances dans des pays tiers soient rigoureusement contrôlés et surveillés.
- (9) Les règles fondamentales concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux sont établies dans le règlement (CE) n° 178/2002.
- (10) Outre ces règles fondamentales, il y a lieu de prévoir des règles plus spécifiques afin de garantir le bon fonctionnement du marché intérieur et des échanges avec les pays tiers en ce qui concerne les produits frais, transformés et/ou composites d'origine végétale et animale, destinés à la consommation humaine ou à l'alimentation des animaux, dans lesquels des résidus de pesticides peuvent être présents, tout en veillant à adopter des dispositions de base permettant d'assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine et animale et des intérêts des consommateurs. Il convient que ces règles comprennent l'établissement de LMR spécifiques applicables à chaque pesticide présent dans les produits alimentaires et les aliments pour animaux, ainsi que de la qualité des données sur lesquelles reposent ces LMR.
- (11) Nonobstant le fait que les principes généraux de la législation alimentaire prévus par le règlement (CE) n° 178/2002 ne s'appliquent qu'aux aliments pour animaux producteurs de denrées alimentaires, compte tenu de la difficulté qu'il y a à les séparer des produits devant être utilisés comme aliments pour animaux qui ne sont pas destinés à la production de denrées alimentaires et dans le but de faciliter le contrôle et l'application des dispositions du présent règlement, il y a lieu d'appliquer ces dernières également aux aliments qui ne sont pas destinés aux animaux producteurs de denrées alimentaires. Toutefois, le présent règlement ne devrait pas constituer une entrave aux essais qu'il est nécessaire d'effectuer en vue d'évaluer les pesticides.
- (12) La directive 91/414/CEE établit les règles fondamentales en matière d'utilisation et de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques. L'utilisation de ces produits ne devrait notamment avoir aucun effet nocif sur les êtres humains ou les animaux. Les résidus de pesticides résultant de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques sont susceptibles d'avoir des effets nocifs sur la santé des consommateurs. Il convient, par conséquent, que les règles relatives aux LMR applicables aux produits destinés à la consommation humaine soient définies en

<sup>(1)</sup> JO L 33 du 8.2.1979, p. 36. Directive modifiée en dernier lieu par le règlement (CE) n° 850/2004 du Parlement européen et du Conseil (JO L 158 du 30.4.2004, p. 7). Rectificatif au JO L 229 du 29.6.2004, p. 5.

**▼B**

fonction des règles d'utilisation des produits phytopharmaceutiques définies dans le cadre de la directive 91/414/CEE. De façon similaire, ladite directive doit être adaptée afin de prendre en compte les procédures communautaires pour l'établissement de LMR au titre du présent règlement. En vertu de ladite directive, un État membre peut être désigné comme rapporteur pour l'évaluation d'une substance active. Il convient d'utiliser le savoir-faire dont dispose cet État membre aux fins du présent règlement.

- (13) Il convient de prévoir des règles spécifiques concernant le contrôle des résidus de pesticides pour compléter les dispositions communautaires générales relatives au contrôle des denrées alimentaires et des aliments pour animaux.
- (14) À l'occasion de l'examen des LMR applicables aux pesticides, il convient également d'être conscient de ce que seul un petit nombre de consommateurs a conscience des risques liés aux pesticides. Il serait particulièrement opportun que ces risques soient pleinement expliqués au public.
- (15) Les États membres devraient envisager la possibilité de publier les noms des entreprises dont les produits contiennent des résidus de pesticides dépassant les limites maximales autorisées.
- (16) Les règles spécifiques relatives à l'alimentation des animaux, y compris celles concernant la commercialisation, le stockage des aliments pour animaux et l'alimentation des animaux, sont établies dans la directive 2002/32/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mai 2002 sur les substances indésirables dans les aliments pour animaux<sup>(1)</sup>. Pour certains produits, il n'est pas possible d'indiquer s'ils seront transformés en denrées alimentaires ou en aliments pour animaux. Il convient donc que les résidus de pesticides présents dans ce type de produits ne soient nocifs ni pour la santé humaine ni, le cas échéant, pour la santé animale. Il importe, par conséquent, que les règles établies dans le présent règlement s'appliquent également à ces produits, en plus des règles spécifiques relatives à l'alimentation des animaux.
- (17) Aux fins de l'établissement et du contrôle des LMR applicables aux produits d'origine végétale et animale, ainsi que de la présentation de rapports les concernant, il est nécessaire de définir certains termes au niveau communautaire. Il importe que les États membres appliquent des sanctions appropriées conformément au règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux<sup>(2)</sup>.
- (18) La directive 76/895/CEE prévoit que les États membres peuvent autoriser la fixation de LMR à des niveaux supérieurs à ceux existant au niveau communautaire. Il convient de supprimer cette possibilité qui, dans le cadre du marché intérieur, est susceptible de créer des obstacles aux échanges intracommunautaires.
- (19) L'établissement de LMR applicables à des pesticides demande un examen technique approfondi et une évaluation des risques auxquels les consommateurs peuvent être exposés. Il est par conséquent impossible de fixer dans l'immédiat des LMR pour les résidus de pesticides actuellement régis par la directive 76/895/CEE ou pour les pesticides n'ayant pas encore donné lieu à l'établissement de LMR communautaires.

<sup>(1)</sup> JO L 140 du 30.5.2002, p. 10. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2003/100/CE de la Commission (JO L 285 du 1.11.2003, p. 33).

<sup>(2)</sup> JO L 165 du 30.4.2004, p. 1. Rectificatif au JO L 191 du 28.5.2004, p. 1.

**▼B**

- (20) Il convient que les conditions minimales en matière de données qui doivent être remplies pour fixer des LMR communautaires applicables aux pesticides soient fixées au niveau communautaire.
- (21) À titre exceptionnel, il y a lieu, aux fins de l'établissement de LMR, de permettre l'utilisation de données de surveillance, en particulier pour les pesticides non autorisés susceptibles d'être présents dans l'environnement.
- (22) Il convient que les LMR applicables aux pesticides soient constamment réexaminées et qu'elles soient modifiées afin de prendre en compte toute nouvelle information ou donnée. Lorsque les utilisations autorisées de produits phytopharmaceutiques ne produisent pas des teneurs détectables en résidus de pesticides, il y a lieu d'établir les LMR au niveau de détermination analytique le plus bas. Pour les utilisations de pesticides non autorisées au niveau communautaire, il importe de fixer les LMR à un niveau suffisamment bas afin de protéger le consommateur contre l'ingestion de résidus de pesticides non autorisés ou de quantités excessives de résidus de pesticides. Afin de faciliter le contrôle des résidus de pesticides, une valeur par défaut doit être fixée pour les résidus de pesticides présents dans les produits ou groupes de produits visés à l'annexe I, pour lesquels aucune LMR n'a été définie aux annexes II ou III, à moins que la substance active en question ne figure à l'annexe IV. Il convient de fixer cette valeur par défaut à 0,01 mg/kg et de prévoir la possibilité d'établir une limite différente pour les substances actives visées à l'annexe V, compte tenu des méthodes analytiques de routine disponibles et/ou de la protection des consommateurs.
- (23) Le règlement (CE) n° 178/2002 établit les procédures relatives aux mesures d'urgence concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux originaires de la Communauté ou importés depuis un pays tiers. Lesdites procédures permettent à la Commission d'arrêter ces mesures lorsque des aliments sont susceptibles de constituer un risque grave pour la santé humaine, la santé animale ou l'environnement, et que ce risque ne peut être maîtrisé de façon satisfaisante par les mesures prises par le ou les États membres concernés. Il importe que ces mesures et leurs effets sur les êtres humains et, le cas échéant, sur les animaux soient évalués par l'Autorité.
- (24) Il convient d'évaluer l'exposition pendant toute la durée de leur vie et, s'il y a lieu, l'exposition aiguë des consommateurs aux résidus de pesticides par l'intermédiaire de produits alimentaires en se conformant aux procédures et pratiques communautaires et en prenant en considération les directives publiées par l'Organisation mondiale de la santé.
- (25) Il importe que les partenaires commerciaux de la Communauté soient consultés, par l'entremise de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), au sujet des LMR proposées, et qu'il soit tenu compte de leurs observations avant l'adoption de ces LMR. Il y a lieu également de prendre en considération les LMR fixées au niveau international par la Commission du *Codex alimentarius* aux fins de l'établissement de LMR communautaires, en tenant compte des bonnes pratiques agricoles correspondantes.
- (26) Pour ce qui est des denrées alimentaires et des aliments pour animaux produits hors de la Communauté, différentes pratiques agricoles concernant l'utilisation des produits phytopharmaceutiques peuvent s'appliquer légalement et ainsi entraîner des niveaux de résidus de pesticides différents de ceux résultant de l'application d'utilisations autorisées dans la Communauté. Il importe, par conséquent, que pour les produits importés soient établies des LMR qui tiennent compte de ces utilisations et des résidus qui

**▼B**

en résultent, pour autant que l'innocuité des produits puisse être prouvée au moyen des mêmes critères que ceux utilisés pour les produits nationaux.

- (27) Il est nécessaire que l'Autorité évalue les demandes de LMR et les rapports d'évaluation élaborés par les États membres en tenant compte de toute la gamme des effets toxicologiques, tels que l'immunotoxicité, les perturbations endocriniennes et la toxicité pour le développement afin de déterminer les risques connexes pour les consommateurs et, le cas échéant, pour les animaux.
- (28) Les États membres devraient établir des règles relatives aux sanctions applicables aux violations du présent règlement et assurer leur application. Ces sanctions doivent être efficaces, proportionnées et dissuasives.
- (29) La mise en œuvre d'un régime communautaire harmonisé pour les LMR implique l'élaboration de directives, la constitution de bases de données et la mise en œuvre d'autres mesures auxquelles correspondront des dépenses. Il importe, dans certains cas, que la Communauté contribue à ces dépenses.
- (30) Il est de bonne pratique administrative et souhaitable d'un point de vue technique de coordonner le calendrier des décisions relatives aux LMR pour les substances actives avec celui des décisions prises pour ces substances conformément à la directive 91/414/CEE. Les décisions concernant un grand nombre de substances pour lesquelles la Communauté n'a pas encore établi de LMR ne devraient pas être prises conformément à ladite directive avant l'entrée en vigueur du présent règlement.
- (31) Il est nécessaire, par conséquent, d'arrêter des règles particulières prévoyant des LMR harmonisées provisoires, mais obligatoires, en vue d'établir progressivement les LMR, au fur et à mesure que les décisions relatives à chaque substance active seront prises dans le cadre des évaluations prévues conformément à la directive 91/414/CEE. Ces LMR harmonisées provisoires devraient être fondées, notamment, sur les LMR nationales existantes fixées par les États membres et elles devraient être conformes aux dispositions nationales en vertu desquelles elles ont été établies, pour autant que lesdites LMR nationales ne présentent pas un risque inacceptable pour les consommateurs.
- (32) Lorsqu'une substance active est inscrite à l'annexe I de la directive 91/414/CEE, les États membres sont tenus de procéder à une nouvelle évaluation de tous les produits phytopharmaceutiques contenant cette substance active dans les quatre ans suivant la date de son inscription. Les LMR concernées devraient être maintenues pendant une période maximale de quatre ans pour assurer la continuité des autorisations et, au terme de la réévaluation, elles devraient être rendues définitives, si elles sont étayées par des dossiers répondant aux conditions à remplir posées à l'annexe III de la directive 91/414/CEE, ou être fixées à une valeur par défaut si leur dossier n'y répond pas.
- (33) Le présent règlement fixe des LMR pour le contrôle des résidus de pesticides dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux. Il convient dès lors que les États membres établissent des programmes nationaux en vue de contrôler les résidus en question. Les résultats recueillis dans le cadre de ces programmes de contrôle nationaux doivent être communiqués à la Commission, à l'Autorité et aux autres États membres et figurent dans le rapport annuel de la Communauté.
- (34) Afin que les consommateurs soient convenablement informés, les États membres devraient, conformément au règlement (CE) n° 882/2004, publier tous les ans sur l'Internet les résultats de la surveillance nationale des résidus, en présentant l'ensemble des

**▼B**

différentes données collectées, y compris le lieu de prélèvement et les noms des détaillants, distributeurs et/ou producteurs.

- (35) Il y a lieu d'arrêter les mesures nécessaires pour la mise en œuvre du présent règlement en conformité avec la décision 1999/468/CE du Conseil du 28 juin 1999 fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission <sup>(1)</sup>.
- (36) Conformément au principe de proportionnalité, il est nécessaire et approprié, afin de mettre en œuvre les principaux objectifs visés, c'est-à-dire faciliter les échanges tout en protégeant les consommateurs, de fixer des règles concernant les LMR applicables aux produits d'origine végétale et animale. Le présent règlement n'ex-cède pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs poursuivis, conformément à l'article 5 du traité,

ONT ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

**CHAPITRE I****OBJET, CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS***Article premier***Objet**

Le présent règlement établit, conformément aux principes généraux énoncés dans le règlement (CE) n° 178/2002, et notamment la nécessité d'assurer un degré élevé de protection des consommateurs, des dispositions communautaires harmonisées relatives aux limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale.

*Article 2***Champ d'application**

1. Le présent règlement s'applique aux produits d'origine végétale ou animale ou aux parties de ceux-ci, couverts par l'annexe I et destinés à être utilisés comme denrées alimentaires ou aliments pour animaux frais, transformés et/ou composites, et dans ou sur lesquels peuvent se trouver des résidus de pesticides.
2. Le présent règlement ne s'applique pas aux produits couverts par l'annexe I lorsqu'il est dûment prouvé qu'ils sont destinés:
  - a) à la fabrication de produits autres que les denrées alimentaires et les aliments pour animaux, ou
  - b) au semis ou à la plantation, ou
  - c) à des activités autorisées par la législation nationale pour des essais concernant les substances actives.
3. Les limites maximales applicables aux résidus de pesticides établies conformément au présent règlement ne s'appliquent pas aux produits couverts par l'annexe I destinés à l'exportation vers des pays tiers et traités avant l'exportation, lorsqu'il a été prouvé d'une manière satisfaisante que le pays tiers de destination exige ou accepte ce traitement particulier afin de prévenir l'introduction d'organismes nuisibles sur son territoire.

<sup>(1)</sup> JO L 184 du 17.7.1999, p. 23.

## ▼B

4. Le présent règlement s'applique sans préjudice des directives 98/8/CE <sup>(1)</sup> et 2002/32/CE et du règlement (CEE) n° 2377/90 <sup>(2)</sup>.

## Article 3

## Définitions

1. Aux fins du présent règlement, les définitions contenues dans le règlement (CE) n° 178/2002 ainsi que celles énoncées à l'article 2, points 1) et 4), de la directive 91/414/CEE s'appliquent.

2. Les définitions suivantes s'appliquent également. Ainsi, on entend par:

- a) «bonnes pratiques agricoles» (BPA): les modalités d'emploi des produits phytopharmaceutiques recommandées, autorisées ou considérées comme étant sans danger par la réglementation nationale, en conditions réelles, à tous les stades de la production, du stockage, du transport, de la distribution et de la transformation des denrées alimentaires et des aliments pour animaux; elles impliquent également l'application, conformément à la directive 91/414/CEE, des principes de lutte intégrée contre les ravageurs dans une zone climatique donnée, ainsi que l'utilisation de la quantité minimale de pesticides et la fixation de LMR et/ou LMR provisoires au niveau le plus faible possible qui permette d'obtenir l'effet désiré;
- b) «BPA critique»: la BPA, lorsqu'il en existe plusieurs pour une combinaison substance active/produit, donnant lieu au niveau maximal acceptable de résidus de pesticides pour une culture traitée et servant de base pour établir la LMR;
- c) «résidus de pesticides»: les reliquats, y compris les substances actives, les métabolites et/ou les produits issus de la dégradation ou de la réaction des substances actives utilisées actuellement ou par le passé dans les produits phytopharmaceutiques tels que définis à l'article 2, point 1), de la directive 91/414/CEE, qui sont présents dans ou sur les produits visés à l'annexe I du présent règlement, y compris notamment les résidus dont la présence peut être due à une utilisation des substances actives à des fins phytosanitaires, vétérinaires, ou en tant que biocides;
- d) «limite maximale applicable aux résidus» (LMR): une concentration maximale du résidu d'un pesticide autorisée dans ou sur des denrées alimentaires ou aliments pour animaux, fixée conformément au présent règlement, sur la base des BPA et de l'exposition la plus faible possible permettant de protéger tous les consommateurs vulnérables;
- e) «CXL»: une LMR fixée par la commission du *Codex alimentarius*;
- f) «limite de détermination» (LD): la concentration la plus faible en résidus validée et pouvant être mesurée et enregistrée par une surveillance de routine à l'aide de méthodes validées;
- g) «tolérance à l'importation»: une LMR fixée pour les produits importés afin de répondre aux besoins du commerce international lorsque:

— l'utilisation de la substance active dans un produit phytopharmaceutique, en ce qui concerne un produit donné, n'est pas autorisée

<sup>(1)</sup> Directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 concernant la mise sur le marché des produits biocides (JO L 123 du 24.4.1998, p. 1). Directive modifiée par le règlement (CE) n° 1882/2003 (JO L 284 du 31.10.2003, p. 1).

<sup>(2)</sup> Règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil du 26 juin 1990 établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale (JO L 224 du 18.8.1990, p. 1). Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1875/2004 de la Commission (JO L 326 du 29.10.2004 p. 19).

**▼B**

dans la Communauté, pour des raisons autres que de santé publique pour un produit et un usage déterminés, ou

- une limite différente se justifie parce que la LMR communautaire existante a été fixée pour des raisons autres que de santé publique pour un produit et un usage déterminés;
- h) «test de compétence»: un test comparatif au cours duquel plusieurs laboratoires procèdent à des analyses d'échantillons identiques et qui permet d'évaluer la qualité des analyses effectuées par chaque laboratoire;
- i) «dose aiguë de référence»: la quantité estimée d'une substance présente dans les denrées alimentaires, exprimée par rapport au poids corporel, qui peut être ingérée sur une période de courte durée, généralement au cours d'une journée, sans risque appréciable pour la santé du consommateur, compte tenu des données obtenues sur la base d'études appropriées ainsi que des groupes sensibles de la population (enfants, fœtus et embryons);
- j) «dose journalière admissible»: la quantité estimée d'une substance présente dans les denrées alimentaires, exprimée par rapport au poids corporel, qui peut être ingérée quotidiennement tout au long de la vie sans risque appréciable pour tout consommateur, compte tenu de tous les facteurs connus au moment de l'évaluation ainsi que des groupes sensibles de la population (enfants, fœtus et embryons).

*Article 4***Liste des groupes de produits auxquels s'appliquent les LMR harmonisées****▼M3**

1. Les produits, groupes de produits et/ou parties de produits visés à l'article 2, paragraphe 1, auxquels s'appliquent les LMR harmonisées sont définis et couverts par l'annexe I. Cette mesure, visant à modifier des éléments non essentiels du présent règlement, est arrêtée en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 45, paragraphe 3. À l'annexe I figurent l'ensemble des produits pour lesquels des LMR sont établies ainsi que les autres produits pour lesquels il convient d'appliquer des LMR harmonisées, notamment compte tenu de la place qu'ils occupent dans le régime alimentaire des consommateurs ou dans les échanges commerciaux. Les produits sont classés par groupes de manière à permettre dans la mesure du possible l'établissement de LMR pour un groupe de produits similaires ou apparentés.

**▼B**

2. L'annexe I est établie la première fois dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement et elle est révisée s'il y a lieu, notamment à la demande d'un État membre.

*Article 5***Établissement d'une liste de substances actives ne nécessitant pas de LMR****▼M3**

1. Les substances actives des produits phytopharmaceutiques évaluées conformément à la directive 91/414/CEE qui ne nécessitent pas de LMR sont définies et insérées dans la liste figurant à l'annexe IV du présent règlement, compte tenu des utilisations de ces substances actives et des éléments visés à l'article 14, paragraphe 2, points a), c) et d). Ces mesures, visant à modifier des éléments non essentiels du présent règlement, sont arrêtées en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 45, paragraphe 4.

**▼B**

2. L'annexe IV est établie la première fois dans un délai de douze mois à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement.

## CHAPITRE II

**PROCÉDURE RELATIVE AUX DEMANDES DE LMR***SECTION 1**Présentation des demandes de LMR**Article 6***Demandes**

1. Lorsqu'un État membre envisage d'accorder une autorisation ou une autorisation provisoire concernant l'utilisation d'un produit phytopharmaceutique conformément à la directive 91/414/CEE, il examine si, à la suite de cette utilisation, il y a lieu de modifier une LMR existante figurant à l'annexe II ou à l'annexe III du présent règlement, s'il est nécessaire d'établir une nouvelle LMR ou si la substance active doit être inscrite à l'annexe IV. Au besoin, il demande à la partie sollicitant l'autorisation de présenter une demande conformément à l'article 7.
2. Toutes parties justifiant, par des éléments de preuve suffisants, d'un intérêt légitime en matière de santé, y compris les organisations de la société civile et les parties ayant un intérêt commercial, telles que celles qui fabriquent, cultivent, importent ou produisent les produits visés à l'annexe I, peuvent également adresser une demande à un État membre conformément à l'article 7.
3. Lorsqu'un État membre juge qu'il est nécessaire d'établir, de modifier ou de supprimer une LMR, il peut également compiler et évaluer une demande d'établissement, de modification ou de suppression de cette LMR conformément à l'article 7.
4. Les demandes de tolérances à l'importation sont présentées aux États membres rapporteurs désignés conformément à la directive 91/414/CEE ou, si aucun rapporteur n'a été désigné, les demandes sont présentées aux États membres désignés par la Commission selon la procédure visée à l'article 45, paragraphe 2, du présent règlement, à la demande du demandeur. De telles demandes sont présentées conformément à l'article 7 du présent règlement.

*Article 7***Exigences relatives aux demandes de LMR**

1. Le demandeur accompagne sa demande des informations et documents suivants:
  - a) le nom et l'adresse du demandeur;
  - b) un dossier de demande comprenant:
    - i) une synthèse de la demande;
    - ii) les principaux arguments de fond;
    - iii) un index des documents;
    - iv) une copie des BPA pertinentes s'appliquant à l'usage en question de cette substance active;
  - c) un relevé complet de toutes les préoccupations soulevées dans la littérature scientifique disponible en rapport avec le produit phytopharmaceutique et/ou ses résidus;

**▼B**

- d) les informations visées aux annexes II et III de la directive 91/414/CEE relatives aux prescriptions en matière de données pour l'établissement de LMR de pesticides, y compris, le cas échéant, les données toxicologiques, les données relatives aux méthodes analytiques de routine utilisées dans les laboratoires de contrôle ainsi que celles concernant le métabolisme des végétaux et des animaux.

Toutefois, si des données pertinentes ont déjà été rendues publiques, notamment lorsqu'une substance active a déjà été évaluée conformément à la directive 91/414/CEE ou lorsqu'il existe une CXL et que de telles données sont présentées par le demandeur, un État membre peut également utiliser ces informations pour évaluer une demande. Dans ce type de cas, le rapport d'évaluation est assorti d'une mention justifiant l'utilisation ou la non-utilisation de ces données.

2. L'État membre qui évalue la demande peut, s'il y a lieu, exiger du demandeur qu'il fournisse des informations complémentaires aux informations requises au paragraphe 1 dans un délai qu'il aura précisé et qui ne peut en aucun cas excéder deux ans.

*Article 8***Évaluation des demandes**

1. L'État membre auquel une demande conforme à l'article 7 est soumise en application de l'article 6 la transmet en copie sans délai à l'Autorité et à la Commission et établit un rapport d'évaluation dans les meilleurs délais.

**▼M3**

2. Les demandes sont évaluées conformément aux dispositions pertinentes des principes uniformes pour l'évaluation et l'autorisation des produits phytopharmaceutiques énoncés à l'annexe VI de la directive 91/414/CEE, ou à des principes d'évaluation spécifiques à fixer par un règlement de la Commission. Ledit règlement, visant à modifier des éléments non essentiels du présent règlement en le complétant, est arrêté en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 45, paragraphe 3.

**▼B**

3. Par dérogation au paragraphe 1 et à la suite d'un accord passé entre les États membres concernés, la demande peut être évaluée par l'État membre rapporteur désigné conformément à la directive 91/414/CEE pour la substance active concernée.

4. Lorsqu'un État membre rencontre des difficultés pour évaluer une demande ou afin d'éviter une répétition du travail, il est possible de décider, selon la procédure visée à l'article 45, paragraphe 2, quel État membre évaluera des demandes particulières.

*Article 9***Présentation à la Commission et à l'Autorité des demandes évaluées**

1. Après avoir achevé le rapport d'évaluation, l'État membre transmet ce dernier à la Commission. La Commission informe sans tarder les États membres et communique la demande, le rapport d'évaluation et le dossier à l'appui à l'Autorité.

2. L'Autorité adresse par écrit et sans tarder au demandeur, à l'État membre qui a évalué la demande et à la Commission un accusé de réception de la demande. Cet accusé de réception indique la date à laquelle ladite demande et les documents d'accompagnement sont parvenus à l'Autorité.



## SECTION 2

### *Examen par l'Autorité des demandes concernant les LMR*

#### *Article 10*

##### **Avis de l'Autorité sur les demandes concernant les LMR**

1. L'Autorité évalue les demandes et les rapports d'évaluation et émet un avis motivé sur, en particulier, les risques que comporte pour le consommateur, et le cas échéant pour les animaux, l'établissement, la modification ou la suppression d'une LMR. Cet avis comprend:

- a) une évaluation quant à l'adéquation, par rapport aux objectifs de contrôle qui ont été fixés, de la méthode d'analyse pour la surveillance régulière proposée dans la demande;
- b) la LD escomptée pour la combinaison pesticide/produit;
- c) une évaluation des risques en cas de dépassement de la dose journalière admissible ou de la dose aiguë de référence consécutifs à la modification de la LMR; la part dans l'apport des résidus présents dans le produit faisant l'objet de la demande de LMR;
- d) tout autre élément ayant trait à l'évaluation des risques.

2. L'Autorité transmet au demandeur, à la Commission et aux États membres son avis motivé, dans lequel elle indique précisément la base sur laquelle chaque conclusion se fonde.

3. Sans préjudice de l'article 39 du règlement (CE) n° 178/2002, l'Autorité rend public son avis motivé.

#### *Article 11*

##### **Délais impartis à l'Autorité pour la remise des avis concernant les demandes de LMR**

1. L'Autorité émet, conformément à l'article 10, un avis motivé dès que possible et au plus tard dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la demande.

À titre exceptionnel, lorsque des évaluations plus détaillées sont nécessaires, le délai visé au premier alinéa peut être étendu à six mois à compter de la date de réception de la demande valable.

2. Toute demande d'informations complémentaires présentée par l'Autorité a pour effet de suspendre le délai prévu au paragraphe 1 jusqu'à ce que les informations réclamées aient été fournies. La suspension de ce délai est soumise à l'article 13.

#### *Article 12*

##### **Évaluation des LMR existantes par l'Autorité**

1. Dans un délai de douze mois à compter de la date d'inscription ou de non-inscription d'une substance active à l'annexe I de la directive 91/414/CEE après l'entrée en vigueur du présent règlement, l'Autorité adresse un avis motivé, fondé en particulier sur le rapport d'évaluation pertinent élaboré en vertu de la directive 91/414/CEE, à la Commission et aux États membres en ce qui concerne:

- a) les LMR existantes pour cette substance active établies à l'annexe II ou III du présent règlement;
- b) la nécessité d'établir de nouvelles LMR pour cette substance active, ou de l'inscrire à l'annexe IV du présent règlement;

**▼B**

- c) les facteurs de transformation spécifiques visés à l'article 20, paragraphe 2, du présent règlement, qui peuvent être nécessaires pour cette substance active;
  - d) les LMR que la Commission peut envisager d'inscrire à l'annexe II et/ou à l'annexe III du présent règlement, et celles susceptibles d'être supprimées pour cette substance active.
2. Pour les substances déjà inscrites à l'annexe I de la directive 91/414/CEE avant l'entrée en vigueur du présent règlement, l'avis visé au paragraphe 1 du présent article est rendu dans un délai de douze mois à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement.

*Article 13***Contrôle administratif**

Lorsque l'Autorité prend une décision, ou néglige d'agir, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par le présent règlement, cette décision ou cette omission peut faire l'objet d'un contrôle administratif de la part de la Commission, agissant de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre ou de toute personne directement et individuellement concernée.

La Commission est saisie d'une demande à cet effet dans un délai de deux mois à compter du jour où la partie intéressée a eu connaissance de l'acte ou de l'omission en cause.

La Commission prend une décision dans les deux mois et exige, le cas échéant, que l'Autorité retire sa décision ou remédie à cette omission dans un délai déterminé.

*SECTION 3**Établissement, modification ou suppression de LMR**Article 14***Décisions relatives aux demandes concernant les LMR****▼M3**

1. À la réception d'un avis de l'Autorité et compte tenu de cet avis, un des actes suivants est élaboré, sans tarder et au plus tard dans un délai de trois mois, par la Commission:
- a) un règlement concernant l'établissement, la modification ou la suppression d'une LMR. Ce règlement, visant à modifier des éléments non essentiels du présent règlement, est arrêté en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 45, paragraphe 4. Pour des raisons d'urgence impérieuses, la Commission peut avoir recours à la procédure d'urgence visée à l'article 45, paragraphe 5, afin de garantir un niveau élevé de protection des consommateurs;
  - b) une décision rejetant la demande, arrêtée conformément à la procédure de réglementation visée à l'article 45, paragraphe 2.

**▼B**

2. Eu égard aux actes visés au paragraphe 1, sont pris en considération:
- a) les connaissances scientifiques et techniques disponibles;
  - b) la présence éventuelle de résidus de pesticides provenant de sources autres que les utilisations phytopharmaceutiques actuelles de substances actives, ainsi que de leurs effets cumulés et synergiques connus, lorsque les méthodes d'évaluation de ces effets existent;

**▼B**

- c) les résultats d'une analyse des risques auxquels les consommateurs caractérisés par une ingestion importante et une vulnérabilité élevée pourraient être exposés et, s'il y a lieu, des risques éventuels pour les animaux;
  - d) les résultats des évaluations et des décisions éventuelles visant à modifier les utilisations des produits phytopharmaceutiques;
  - e) une CXL ou la BPA qui est appliquée dans un pays tiers donné pour l'emploi licite, dans ce pays, d'une substance active donnée;
  - f) d'autres facteurs légitimes entrant en ligne de compte pour la décision.
3. La Commission peut exiger à tout moment que le demandeur ou l'Autorité lui fournisse des informations complémentaires. La Commission met à la disposition des États membres et de l'Autorité toute information complémentaire reçue.

*Article 15***Inscription de nouvelles LMR ou de LMR modifiées aux annexes II et III**

1. Le règlement visé à l'article 14, paragraphe 1:
  - a) établit de nouvelles LMR ou des LMR modifiées et les insère dans la liste figurant à l'annexe II du présent règlement lorsque les substances actives se trouvent inscrites à l'annexe I de la directive 91/414/CEE, ou
  - b) lorsque les substances actives n'ont pas été inscrites à l'annexe I de la directive 91/414/CEE et qu'elles n'ont pas été inscrites à l'annexe II du présent règlement, établit ou modifie des LMR provisoires et les insère dans la liste figurant à l'annexe III du présent règlement, ou
  - c) dans les cas visés à l'article 16, établit des LMR provisoires et les insère dans la liste figurant à l'annexe III du présent règlement.

**▼M3**

2. Lorsqu'une LMR provisoire est établie conformément au paragraphe 1, point b), elle est supprimée de l'annexe III par le biais d'un règlement un an après la date d'inscription ou de non-inscription de la substance active concernée à l'annexe I de la directive 91/414/CEE. Ce règlement, visant à modifier des éléments non essentiels du présent règlement, est arrêté en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 45, paragraphe 4. Pour des raisons d'urgence impérieuses, la Commission peut avoir recours à la procédure d'urgence visée à l'article 45, paragraphe 5, afin de garantir un niveau élevé de protection des consommateurs.

Toutefois, lorsqu'un ou plusieurs États membres en font la demande, la LMR provisoire peut être maintenue une année supplémentaire en attendant d'avoir la confirmation que des études scientifiques nécessaires pour appuyer une demande d'établissement d'une LMR ont été entreprises. Dans les cas où une telle confirmation est fournie, la durée d'inscription d'une LMR provisoire est prolongée de deux années, à condition qu'aucun problème de sécurité inacceptable pour les consommateurs n'ait été mis en évidence.

**▼B***Article 16***Procédure d'établissement de LMR provisoires dans des cas particuliers**

1. Le règlement visé à l'article 14, paragraphe 1, peut également fixer une LMR provisoire qui doit être inscrite à l'annexe III dans les cas suivants:

- a) dans des circonstances exceptionnelles, en particulier lorsque la présence de résidus de pesticides est due à une contamination de l'environnement ou d'un autre type ou à des utilisations des produits phytopharmaceutiques conformément à l'article 8, paragraphe 4, de la directive 91/414/CEE, ou
- b) lorsque les produits considérés constituent une composante secondaire du régime alimentaire des consommateurs et ne représentent pas une partie importante du régime alimentaire d'un quelconque sous-groupe, et, le cas échéant, des animaux, ou
- c) pour le miel, ou
- d) les infusions, ou
- e) lorsque des usages essentiels de produits phytopharmaceutiques ont été identifiés du fait d'une décision de ne pas inscrire ou de supprimer une substance active à l'annexe I de la directive 91/414/CEE,
- f) lorsque de nouveaux produits, groupes de produits et/ou parties de produits ont été inscrits à l'annexe I et qu'un ou plusieurs États membres en font la demande, de manière à permettre que soit entreprise et évaluée toute étude scientifique nécessaire à l'appui d'une LMR, pour autant qu'aucun problème de sécurité inacceptable n'ait été établi pour le consommateur.

2. Toute insertion de LMR provisoires conformément au paragraphe 1 est subordonnée à l'avis de l'Autorité, aux données de surveillance et aux résultats d'une évaluation prouvant l'absence de risques inacceptables pour les consommateurs ou les animaux.

La prorogation de la validité des LMR provisoires visées au paragraphe 1, points a), b), c) et d), est réexaminée au moins une fois tous les dix ans et ces LMR sont, selon le cas, modifiées ou supprimées.

Les LMR visées au paragraphe 1, point e), sont réexaminées à l'expiration du délai au cours duquel leur utilisation a été autorisée parce qu'elle était jugée indispensable. Les LMR visées au paragraphe 1, point f), sont réexaminées après achèvement et évaluation des études scientifiques, au plus tard quatre ans après leur inscription à l'annexe III.

*Article 17***Modifications des LMR à la suite d'une révocation des autorisations applicables à des produits phytopharmaceutiques**

Les modifications apportées aux annexes II ou III, nécessaires pour supprimer une LMR à la suite de la révocation d'une autorisation existante applicable à un produit phytopharmaceutique, peuvent être adoptées sans que l'avis de l'Autorité ne soit sollicité.

**▼B**

## CHAPITRE III

**LMR APPLICABLES AUX PRODUITS D'ORIGINE VÉGÉTALE  
ET ANIMALE****▼M3***Article 18***Respect des LMR**

1. À compter de la date à laquelle les produits visés à l'annexe I sont mis sur le marché en tant que denrées alimentaires ou aliments pour animaux, ou sont utilisés comme aliments pour animaux, ils ne contiennent aucun résidu de pesticide dont le niveau excède:

- a) les LMR établies pour ces produits aux annexes II et III;
- b) 0,01 mg/kg en ce qui concerne les produits pour lesquels aucune LMR spécifique n'a été établie à l'annexe II ou à l'annexe III ou pour les substances actives ne figurant pas à l'annexe IV, à moins que des valeurs par défaut différentes soient fixées pour une substance active, tout en tenant compte des méthodes analytiques de routine disponibles. Ces valeurs par défaut sont énumérées à l'annexe V. Cette mesure, visant à modifier des éléments non essentiels du présent règlement, est arrêtée en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 45, paragraphe 4. Pour des raisons d'urgence impérieuses, la Commission peut avoir recours à la procédure d'urgence visée à l'article 45, paragraphe 5, afin de garantir un niveau élevé de protection des consommateurs.

2. Les États membres ne peuvent interdire ou empêcher sur leur territoire que les produits visés à l'annexe I soient mis sur le marché ou donnés en nourriture à des animaux producteurs de denrées alimentaires au motif qu'ils contiennent des résidus de pesticides, pour autant que:

- a) ces produits sont conformes au paragraphe 1 et à l'article 20; ou
- b) la substance active figure à l'annexe IV.

3. Par dérogation au paragraphe 1, les États membres peuvent autoriser sur leur propre territoire, après un traitement par fumigation postérieur à la récolte, les résidus de substance active qui dépassent les limites fixées aux annexes II et III pour un produit couvert par l'annexe I, lorsque ces combinaisons substance active/produit sont inscrites dans la liste figurant à l'annexe VII, pour autant que:

- a) ces produits ne soient pas destinés à la consommation immédiate;
- b) des contrôles appropriés soient en place pour veiller à ce que les produits ne puissent être mis à la disposition de l'utilisateur final ou du consommateur, lorsqu'ils sont fournis directement à ce dernier, tant que les résidus dépassent les limites maximales indiquées aux annexes II ou III;
- c) les autres États membres et la Commission aient été informés des mesures prises.

Les mesures visant à modifier les éléments non essentiels du présent règlement et définissant les combinaisons substance active/produit inscrites dans la liste figurant à l'annexe VII sont arrêtées en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 45, paragraphe 3.

**▼M3**

4. Dans des cas exceptionnels, notamment à la suite de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques conformément à l'article 8, paragraphe 4, de la directive 91/414/CEE ou en exécution des obligations prévues à la directive 2000/29/CE du Conseil <sup>(1)</sup>, un État membre peut accorder, sur son territoire, l'autorisation de mettre sur le marché et/ou de donner pour nourriture à des animaux des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux traités, non conformes aux dispositions du paragraphe 1, pour autant que ces denrées alimentaires ou ces aliments pour animaux ne représentent pas un risque inacceptable. Ces autorisations sont immédiatement notifiées aux autres États membres, à la Commission et à l'Autorité, accompagnées d'une évaluation appropriée des risques, à examiner sans retard indu en vue de la fixation d'une LMR provisoire pour une période donnée ou de l'adoption de toute mesure jugée nécessaire à l'égard de ces produits. Ces mesures, visant à modifier des éléments non essentiels du présent règlement en le complétant, sont arrêtées en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 45, paragraphe 4. Pour des raisons d'urgence impérieuses, la Commission peut avoir recours à la procédure d'urgence visée à l'article 45, paragraphe 5, afin de garantir un niveau élevé de protection des consommateurs.

**▼B***Article 19***Interdiction des produits transformés et/ou composites**

Il est interdit de transformer et/ou de mélanger, pour les diluer avec des produits semblables ou d'autres produits, les produits couverts par l'annexe I, qui ne sont pas conformes à l'article 18, paragraphe 1, ou à l'article 20, en vue de les mettre sur le marché en tant que denrées alimentaires ou aliments pour animaux ou de les utiliser comme aliments pour animaux.

*Article 20***LMR applicables aux produits transformés et/ou composites**

1. Lorsque les LMR pour les denrées alimentaires ou aliments pour animaux, transformés et/ou composites, ne sont pas fixées dans les annexes II ou III, les LMR applicables sont celles prévues à l'article 18, paragraphe 1, pour le produit correspondant couvert par l'annexe I, compte tenu des variations du niveau des résidus de pesticides imputables au processus de transformation et/ou de mélange.

**▼M3**

2. Les facteurs de concentration ou de dilution spécifiques applicables à certaines opérations de transformation et/ou de mélange ou à certains produits transformés et/ou composites peuvent être ajoutés à la liste figurant à l'annexe VI. Cette mesure, visant à modifier des éléments non essentiels du présent règlement, est arrêtée en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 45, paragraphe 3.

<sup>(1)</sup> Directive 2000/29/CE du Conseil du 8 mai 2000 concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté (JO L 169 du 10.7.2000, p. 1). Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2007/41/CE de la Commission (JO L 169 du 29.6.2007, p. 51).

**▼B**

CHAPITRE IV  
**DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À  
 L'INTRODUCTION DES LMR EXISTANTES DANS LE  
 PRÉSENT RÈGLEMENT**

*Article 21*

**Premier établissement de LMR**

**▼M3**

1. Les LMR applicables aux produits couverts par l'annexe I sont établies la première fois et insérées dans la liste figurant à l'annexe II, en y intégrant les LMR prévues conformément aux directives 86/362/CEE, 86/363/CEE et 90/642/CEE, compte tenu des critères énumérés à l'article 14, paragraphe 2, du présent règlement. Ces mesures, visant à modifier des éléments non essentiels du présent règlement, sont arrêtées en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 45, paragraphe 3.

**▼B**

2. L'annexe II est établie dans un délai de douze mois à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement.

*Article 22*

**Premier établissement de LMR provisoires**

**▼M3**

1. Les LMR provisoires applicables aux substances actives dont l'inscription ou la non-inscription à l'annexe I de la directive 91/414/CEE n'a pas encore été décidée sont établies la première fois et insérées dans la liste figurant à l'annexe III du présent règlement, à moins qu'elles ne figurent déjà à l'annexe II, compte tenu des informations fournies par les États membres, le cas échéant de l'avis motivé visé à l'article 24, des facteurs visés à l'article 14, paragraphe 2, et des LMR suivantes:

- a) LMR figurant encore à l'annexe de la directive 76/895/CEE; et
- b) LMR nationales non encore harmonisées.

Ces mesures, visant à modifier des éléments non essentiels du présent règlement, sont arrêtées en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 45, paragraphe 3.

**▼B**

2. L'annexe III est établie dans un délai de douze mois à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement conformément aux articles 23, 24 et 25.

*Article 23*

**Informations fournies par les États membres concernant les LMR nationales**

Lorsqu'une substance active n'est pas encore inscrite à l'annexe I de la directive 91/414/CEE et qu'un État membre a fixé, au plus tard à la date d'entrée en vigueur de l'annexe I du présent règlement, une LMR nationale pour cette substance active pour un produit visé à l'annexe I du présent règlement, ou a décidé qu'aucune LMR n'était nécessaire pour cette substance active, l'État membre concerné notifie à la Commission, sous une forme et à une date arrêtées conformément à la procédure visée à l'article 45, paragraphe 2, la LMR nationale, ou le fait qu'aucune LMR n'est nécessaire pour une substance active et, le cas échéant, à la demande de la Commission:

**▼B**

- a) les BPA;
- b) des données analytiques relatives aux essais surveillés et/ou des données de surveillance, lorsque la BPA critique est appliquée dans l'État membre et lorsque ces données sont disponibles;
- c) la dose journalière admissible et, s'il y a lieu, la dose aiguë de référence, prises en considération aux fins de l'évaluation des risques au niveau national, ainsi que les résultats de l'évaluation.

*Article 24***Avis de l'Autorité relatif aux données liées aux LMR nationales**

1. L'Autorité adresse à la Commission un avis motivé concernant les risques potentiels pour la santé des consommateurs découlant des:

- a) LMR provisoires susceptibles d'être inscrites à l'annexe III;
- b) substances actives susceptibles d'être inscrites à l'annexe IV.

2. L'Autorité établit l'avis motivé visé au paragraphe 1 en prenant en considération les connaissances scientifiques et techniques disponibles, et notamment les informations fournies par les États membres conformément à l'article 23.

*Article 25***Établissement de LMR provisoires**

Compte tenu de l'avis de l'Autorité, si un tel avis est nécessaire, des LMR provisoires pour les substances actives visées à l'article 23 peuvent être établies et insérées dans la liste figurant à l'annexe III conformément à l'article 22, paragraphe 1, ou, s'il y a lieu, la substance active peut être inscrite à l'annexe IV conformément à l'article 5, paragraphe 1. Les LMR provisoires sont fixées au niveau le plus faible que tous les États membres peuvent atteindre sur la base des BPA.

## CHAPITRE V

**CONTRÔLES OFFICIELS, PRÉSENTATION DE RAPPORTS ET SANCTIONS***SECTION 1***Contrôles officiels des LMR***Article 26***Contrôles officiels**

1. Sans préjudice de la directive 96/23/CE <sup>(1)</sup>, les États membres procèdent à des contrôles officiels des résidus de pesticides afin d'assurer le respect du présent règlement, conformément aux dispositions pertinentes de la législation communautaire concernant les contrôles officiels des denrées alimentaires et des aliments pour animaux.

2. Ces contrôles des résidus de pesticides consistent notamment à prélever des échantillons et ensuite à les soumettre à des analyses et

<sup>(1)</sup> Directive 96/23/CE du Conseil du 29 avril 1996 relative aux mesures de contrôle à mettre en œuvre à l'égard de certaines substances et de leurs résidus dans les animaux vivants et leurs produits et abrogeant les directives 85/358/CEE et 86/469/CEE et les décisions 89/187/CEE et 91/664/CEE (JO L 125 du 23.5.1996, p. 10). Directive modifiée en dernier lieu par le règlement (CE) n° 882/2004.

**▼B**

à identifier les pesticides qui y sont présents ainsi que leurs niveaux de résidus respectifs. Ces contrôles sont réalisés également sur les lieux où les produits sont distribués au consommateur.

*Article 27***Échantillonnage**

1. Chaque État membre prélève un nombre et un éventail suffisants d'échantillons de manière à ce que les résultats de l'étude soient représentatifs du marché, en tenant compte des résultats des programmes de contrôle précédents. Ce prélèvement d'échantillons est effectué dans un lieu aussi proche que possible du lieu de fourniture, afin de pouvoir prendre ultérieurement toute mesure coercitive.

**▼M3**

2. Les mesures visant à modifier les éléments non essentiels du présent règlement en le complétant et déterminant les méthodes d'échantillonnage nécessaires aux fins du contrôle des résidus de pesticides dans les produits, autres que celles prévues à la directive 2002/63/CE de la Commission <sup>(1)</sup>, sont arrêtées en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 45, paragraphe 3, du présent règlement.

**▼B***Article 28***Méthodes d'analyse**

1. Les méthodes d'analyse des résidus de pesticides satisfont aux critères énoncés dans les dispositions pertinentes de la législation communautaire concernant les contrôles officiels des denrées alimentaires et des aliments pour animaux.

2. Des directives techniques concernant les critères de validation spécifiques et les procédures de contrôle de la qualité applicables aux méthodes d'analyse permettant de déterminer la présence de résidus de pesticides peuvent être arrêtées conformément à la procédure visée à l'article 45, paragraphe 2.

3. Tous les laboratoires chargés de l'analyse des échantillons aux fins des contrôles officiels des résidus de pesticides participent aux essais d'aptitude communautaires applicables aux résidus de pesticides, organisés par la Commission.

*SECTION 2****Programme communautaire de contrôle****Article 29***Programme communautaire de contrôle**

1. La Commission établit un programme communautaire de contrôle, pluriannuel et coordonné, qui désigne les échantillons à prendre en considération dans les programmes nationaux de contrôle, et qui tient compte des problèmes relevés en ce qui concerne le respect des LMR fixées par le présent règlement, en vue d'évaluer le niveau d'exposition des consommateurs et l'application de la législation en vigueur.

<sup>(1)</sup> Directive 2002/63/CE de la Commission du 11 juillet 2002 fixant des méthodes communautaires de prélèvement d'échantillons pour le contrôle officiel des résidus de pesticides sur et dans les produits d'origine végétale et animale et abrogeant la directive 79/700/CEE (JO L 187 du 16.7.2002, p. 30).

**▼B**

2. Le programme communautaire de contrôle est adopté et mis à jour chaque année conformément à la procédure visée à l'article 45, paragraphe 2. Le projet de programme communautaire de contrôle est soumis au comité visé à l'article 45, paragraphe 1, six mois au moins avant la fin de chaque année civile.

*SECTION 3**Programmes nationaux de contrôle**Article 30***Programmes nationaux de contrôle des résidus de pesticides**

1. Les États membres établissent des programmes nationaux pluriannuels de contrôle des résidus de pesticides. Ils mettent à jour chaque année leur programme pluriannuel.

Ces programmes sont fondés sur l'évaluation des risques et visent notamment à évaluer le niveau d'exposition des consommateurs et le respect de la législation en vigueur. Ils comportent au moins les informations suivantes:

- a) les produits à soumettre à l'échantillonnage;
- b) le nombre des échantillons à prélever et des analyses à effectuer;
- c) les pesticides à analyser;
- d) les critères retenus pour l'élaboration de ces programmes, et notamment:
  - i) les combinaisons pesticide/produit à sélectionner;
  - ii) le nombre des échantillons prélevés respectivement pour des produits nationaux et des produits non nationaux;
  - iii) la part que représente la consommation des produits dans le régime alimentaire national;
  - iv) le programme communautaire de contrôle, et
  - v) les résultats des programmes de contrôle précédents.

2. Les États membres soumettent leurs programmes nationaux actualisés de contrôle des résidus de pesticides, comme l'indique le paragraphe 1, à la Commission et à l'Autorité au moins trois mois avant la fin de chaque année civile.

3. Les États membres participent au programme communautaire de contrôle prévu à l'article 29. Ils publient chaque année sur l'Internet tous les résultats de la surveillance nationale des résidus. En cas de dépassement des LMR, ils peuvent préciser le nom des détaillants, distributeurs ou producteurs concernés.

*SECTION 4**Informations fournies par les États membres et rapport annuel**Article 31***Informations fournies par les États membres**

1. Les États membres soumettent au plus tard le 31 août de chaque année à la Commission, à l'Autorité et aux autres États membres les informations suivantes concernant l'année civile précédente:

- a) les résultats des contrôles officiels prévus à l'article 26, paragraphe 1;

**▼B**

- b) les LD appliquées dans le cadre des programmes nationaux de contrôle visés à l'article 30 et du programme communautaire de contrôle visé à l'article 29;
  - c) les données relatives à la participation des laboratoires d'analyses aux essais d'aptitude communautaires visés à l'article 28, paragraphe 3, et aux autres essais d'aptitude en ce qui concerne les combinaisons pesticide/produit soumises à l'échantillonnage dans le cadre du programme national de contrôle;
  - d) les données relatives à la situation, au regard de l'agrément, des laboratoires d'analyses chargés des contrôles visés au point a);
  - e) lorsque la législation nationale le permet, les modalités des mesures coercitives adoptées.
2. Les mesures d'application relatives à la présentation des informations par les États membres peuvent être arrêtées conformément à la procédure visée à l'article 45, paragraphe 2, après consultation de l'Autorité.

*Article 32***Rapport annuel sur les résidus de pesticides**

1. Sur la base des informations fournies par les États membres conformément à l'article 31, paragraphe 1, l'Autorité établit un rapport annuel sur les résidus de pesticides.
2. L'Autorité consigne au moins les informations suivantes dans le rapport annuel:
  - a) une analyse des résultats des contrôles prévus à l'article 26, paragraphe 2;
  - b) un exposé des raisons éventuelles pour lesquelles les LMR ont été dépassées, éventuellement assorti d'observations pertinentes quant aux solutions possibles en matière de gestion des risques;
  - c) une analyse des risques sanitaires graves ou chroniques courus par les consommateurs du fait des résidus de pesticides;
  - d) une évaluation du niveau d'exposition des consommateurs aux résidus de pesticides, fondée sur les informations fournies dans le cadre du point a) et sur toute autre information pertinente disponible, y compris les rapports présentés en application de la directive 96/23/CE.
3. Lorsqu'un État membre n'a pas fourni d'informations conformément à l'article 31, l'Autorité peut, lors de l'élaboration du rapport annuel, ne pas tenir compte des informations concernant cet État membre.
4. La présentation du rapport annuel peut être établie conformément à la procédure visée à l'article 45, paragraphe 2.
5. Au plus tard le dernier jour du mois de février de chaque année, l'Autorité remet le rapport annuel à la Commission.
6. Le rapport annuel peut s'accompagner d'un avis sur les pesticides, qu'il conviendra d'examiner dans le cadre des programmes futurs.
7. L'Autorité publie le rapport annuel ainsi que toute observation formulée par la Commission ou les États membres.

**▼B***Article 33***Présentation au comité du rapport annuel sur les résidus de pesticides**

La Commission soumet sans délai le rapport annuel sur les résidus de pesticides au comité visé à l'article 45, paragraphe 1, afin que ce dernier l'examine et formule les recommandations relatives aux mesures éventuelles à prendre en cas de notification de dépassement possible des LMR établies aux annexes II et III.

*SECTION 5**Sanctions**Article 34***Sanctions**

Les États membres établissent les règles concernant les sanctions applicables aux violations des dispositions du présent règlement et prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer leur application. Les sanctions ainsi prévues doivent être effectives, proportionnées et dissuasives.

Les États membres notifient sans délai à la Commission lesdites règles et toute modification de celles-ci.

## CHAPITRE VI

**MESURES D'URGENCE***Article 35***Mesures d'urgence**

Les articles 53 et 54 du règlement (CE) n° 178/2002 s'appliquent lorsqu'il s'avère, du fait de nouvelles informations ou du réexamen d'informations disponibles, que des résidus de pesticides ou des LMR relevant du présent règlement peuvent menacer la santé humaine ou animale et, partant, nécessiter la prise de mesures immédiates. Le délai dont dispose la Commission pour prendre une décision est ramené à sept jours dans le cas des produits frais.

## CHAPITRE VII

**MESURES DE SOUTIEN LIÉES AUX LMR HARMONISÉES POUR LES PESTICIDES***Article 36***Mesures de soutien liées aux LMR harmonisées pour les pesticides**

1. Il convient d'établir au niveau communautaire des mesures de soutien liées aux LMR harmonisées pour les pesticides, y compris:
  - a) une base de données consolidée de la législation communautaire en matière de LMR pour les résidus de pesticides, afin de rendre ces informations accessibles au public;
  - b) des essais d'aptitude communautaires visés à l'article 28, paragraphe 3;
  - c) les études et les autres mesures nécessaires à la préparation et à l'élaboration de la législation et des directives techniques en matière de résidus de pesticides, en vue notamment de mettre au

**▼B**

point et d'utiliser des méthodes d'évaluation de leurs effets combinés, cumulatifs et synergiques;

- d) les études nécessaires à l'estimation du niveau d'exposition des consommateurs et des animaux aux résidus de pesticides;
  - e) les études nécessaires à l'appui des laboratoires de contrôle lorsque les méthodes analytiques ne permettent pas de contrôler les LMR fixées.
2. Toutes les dispositions d'application nécessaires en ce qui concerne les mesures visées au paragraphe 1 peuvent être adoptées conformément à la procédure visée à l'article 45, paragraphe 2.

*Article 37***Contribution de la Communauté aux mesures de soutien des LMR harmonisées pour les pesticides**

- 1. La Communauté peut apporter une contribution financière jusqu'à concurrence de 100 % du coût des mesures prévues à l'article 36.
- 2. Les crédits sont autorisés pour chaque exercice dans le cadre de la procédure budgétaire.

## CHAPITRE VIII

**COORDINATION DES DEMANDES RELATIVES AUX LMR***Article 38***Désignation des autorités nationales**

Chaque État membre désigne une ou plusieurs autorités nationales chargées de la coordination de la coopération avec la Commission, avec l'Autorité, avec les autres États membres, ainsi qu'avec les fabricants, les producteurs et les agriculteurs, aux fins du présent règlement. Lorsqu'un État membre désigne plusieurs autorités, il indique laquelle des autorités désignées servira de point de contact.

Les autorités nationales peuvent déléguer certaines tâches à d'autres organismes.

Chaque État membre communique à la Commission et à l'Autorité les coordonnées des autorités nationales désignées.

*Article 39***Coordination par l'Autorité des informations relatives aux LMR**

Il incombe à l'Autorité:

- a) d'assurer la coordination avec l'État membre rapporteur désigné conformément à la directive 91/414/CEE en ce qui concerne une substance active;
- b) d'assurer la coordination avec les États membres et avec la Commission en ce qui concerne les LMR, notamment aux fins de satisfaire aux prescriptions de l'article 41.



#### *Article 40*

##### **Informations que les États membres doivent fournir**

À la demande de l'Autorité, les États membres fournissent à celle-ci toutes les informations dont ils disposent qui sont nécessaires pour que le niveau de sécurité des LMR puisse être évalué.

#### *Article 41*

##### **Base de données LMR de l'Autorité**

Sans préjudice des dispositions législatives communautaires et nationales applicables en matière d'accès aux documents, l'Autorité crée et gère une base de données accessible à la Commission et aux autorités compétentes des États membres, contenant les informations scientifiques pertinentes et les BPA relatives aux LMR, aux substances actives et aux facteurs de transformation énumérés aux annexes II, III, IV et VII. Dans cette base figurent notamment les évaluations de l'ingestion alimentaire, les facteurs de transformation et les valeurs toxicologiques critiques.

#### *Article 42*

##### **États membres et redevances**

1. Les États membres peuvent recouvrer les coûts des tâches liées à l'établissement, à la modification ou à la suppression des LMR ou de toute autre tâche découlant des obligations prévues au présent règlement, au moyen d'une redevance ou d'une taxe.
2. Les États membres veillent à ce que la redevance ou la taxe visée au paragraphe 1:
  - a) soit établie de manière transparente, et
  - b) corresponde au coût réel des tâches nécessaires.

Un barème de charges fixes en fonction du coût moyen des tâches visées au paragraphe 1 peut être utilisé.

### CHAPITRE IX

#### MISE EN ŒUVRE

#### *Article 43*

##### **Avis scientifique de l'Autorité**

La Commission ou les États membres peuvent requérir de l'Autorité un avis scientifique sur toute mesure relative à l'évaluation des risques dans le cadre du présent règlement. La Commission peut fixer le délai imparti à l'Autorité pour émettre cet avis.

#### *Article 44*

##### **Procédure portant sur l'adoption des avis de l'Autorité**

1. Lorsque les avis rendus par l'Autorité en vertu du présent règlement ne reposent que sur des travaux scientifiques ou techniques nécessitant le recours à des principes scientifiques ou techniques bien établis, ces avis peuvent, sous réserve d'une objection de la Commission ou d'un État membre, être émis sans consulter le comité scientifique ou les groupes scientifiques visés à l'article 28 du règlement (CE) n° 178/2002.

**▼B**

2. Les modalités d'application au titre de l'article 29, paragraphe 6, point a), du règlement (CE) n° 178/2002 précisent les cas dans lesquels le paragraphe 1 du présent article est applicable.

**▼M3***Article 45***Comité**

1. La Commission est assistée par le comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale institué par l'article 58 du règlement (CE) n° 178/2002.

2. Dans le cas où il est fait référence au présent paragraphe, les articles 5 et 7 de la décision 1999/468/CE s'appliquent, dans le respect des dispositions de l'article 8 de celle-ci.

La période prévue à l'article 5, paragraphe 6, de la décision 1999/468/CE est fixée à trois mois.

3. Dans le cas où il est fait référence au présent paragraphe, l'article 5 *bis*, paragraphes 1 à 4, et l'article 7 de la décision 1999/468/CE s'appliquent, dans le respect des dispositions de l'article 8 de celle-ci.

4. Dans le cas où il est fait référence au présent paragraphe, l'article 5 *bis*, paragraphes 1 à 4 et paragraphe 5, point b), et l'article 7 de la décision 1999/468/CE s'appliquent, dans le respect des dispositions de l'article 8 de celle-ci.

Les périodes prévues à l'article 5 *bis*, paragraphe 3, point c), et paragraphe 4, points b) et e), de la décision 1999/468/CE sont fixées à deux mois, un mois et deux mois, respectivement.

5. Dans le cas où il est fait référence au présent paragraphe, l'article 5 *bis*, paragraphes 1, 2, 4 et 6, et l'article 7 de la décision 1999/468/CE s'appliquent, dans le respect des dispositions de l'article 8 de celle-ci.

*Article 46***Mesures d'application**

1. Il convient de fixer ou de modifier les mesures d'application visant à garantir l'application uniforme du présent règlement, les documents d'assistance technique destinés à faciliter son application et les dispositions détaillées relatives aux données scientifiques requises pour l'établissement de LMR conformément à la procédure de réglementation visée à l'article 45, paragraphe 2, compte tenu, le cas échéant, de l'avis de l'Autorité.

2. Les mesures visant à modifier les éléments non essentiels du présent règlement et concernant l'établissement ou la modification des dates visées à l'article 23, à l'article 29, paragraphe 2, à l'article 30, paragraphe 2, à l'article 31, paragraphe 1, et à l'article 32, paragraphe 5, sont arrêtées en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 45, paragraphe 3, compte tenu, le cas échéant, de l'avis de l'Autorité.

**▼B***Article 47***Rapport relatif à la mise en œuvre du présent règlement**

La Commission transmet au Parlement européen et au Conseil, au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur du présent règlement, un rapport relatif à sa mise en œuvre, assorti de toute proposition utile.

**▼B****CHAPITRE X  
DISPOSITIONS FINALES***Article 48***Abrogation et adaptation de la législation**

1. Les directives 76/895/CEE, 86/362/CEE, 86/363/CEE et 90/642/CEE sont abrogées avec effet à la date visée à l'article 50, deuxième alinéa.
2. À l'article 4, paragraphe 1, de la directive 91/414/CEE, le point f) est remplacé par le texte suivant:  
«f) le cas échéant, si, pour les produits agricoles concernés par l'utilisation visée dans l'autorisation, les LMR ont été établies ou modifiées conformément au règlement (CE) n° 396/2005 (\*).

(\*) JO L 70 du 16.3.2005, p. 1.»

**▼M3***Article 49***Mesures transitoires**

1. Les exigences du chapitre III ne s'appliquent pas aux produits légalement fabriqués ou importés dans la Communauté avant la date visée à l'article 50, deuxième alinéa.

Toutefois, afin de garantir un niveau élevé de protection des consommateurs, des mesures appropriées concernant ces produits peuvent être prises. Ces mesures, visant à modifier des éléments non essentiels du présent règlement en le complétant, sont arrêtées en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 45, paragraphe 5.

2. Lorsqu'elles se révèlent nécessaires pour permettre la commercialisation, la transformation et la consommation normales des produits, des mesures transitoires supplémentaires peuvent être établies pour mettre en œuvre certaines LMR prévues aux articles 15, 16, 21, 22 et 25. Ces mesures, visant à modifier des éléments non essentiels du présent règlement en le complétant et sans préjudice de l'obligation de garantir un niveau élevé de protection des consommateurs, sont arrêtées en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 45, paragraphe 4.

**▼B***Article 50***Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Les chapitres II, III et V s'appliquent six mois après la date de publication du dernier des règlements établissant les annexes I, II, III et IV.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.



## ANNEXE I

## Produits d'origine végétale ou animale visés à l'article 2, paragraphe 1

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0100000	1. FRUITS FRAIS OU CONGELÉS; NOIX				
0110000	(i) <b>Agrumes</b>				Produit entier
0110010		Pamplemousses	<i>Citrus paradisi</i>	Shaddock, pomelo, sweeties, tangelo, ugli et autres hybrides	
0110020		Oranges	<i>Citrus sinensis</i>	Bergamote, orange amère, chinotte et autres hybrides	
0110030		Citrons	<i>Citrus limon</i>	Cédrat, citron	
0110040		Limettes	<i>Citrus aurantiifolia</i>		
0110050		Mandarines	<i>Citrus reticulata</i>	Clémentine, tangerine et autres hybrides	
0110990		Autres (3)			
0120000	(ii) <b>Noix</b> (écalées ou non)				Produit entier après enlèvement de la coque (à l'exception des châtaignes)
0120010		Amandes	<i>Prunus dulcis</i>		
0120020		Noix du Brésil	<i>Bertholletia excelsa</i>		
0120030		Noix de cajou	<i>Anacardium occidentale</i>		
0120040		Châtaignes	<i>Castanea sativa</i>		
0120050		Noix de coco	<i>Cocos nucifera</i>		
0120060		Noisettes	<i>Corylus avellana</i>	Aveline	
0120070		Noix de Queensland	<i>Macadamia ternifolia</i>		
0120080		Noix de Pécan	<i>Carya illinoensis</i>		
0120090		Pignons	<i>Pinus pinea</i>		
0120100		Pistaches	<i>Pistachia vera</i>		
0120110		Noix communes	<i>Juglans regia</i>		
0120990		Autres (3)			

▼ **M1**

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0130000	<b>(iii) Fruits à pépins</b>				Produit entier après enlèvement du pédoncule
0130010		Pommes	<i>Malus domestica</i>	Pomme	
0130020		Poires	<i>Pyrus communis</i>	Poire asiatique (nashi)	
0130030		Coings	<i>Cydonia oblonga</i>		
0130040		Nèfles (4)	<i>Mespilus germanica</i>		
0130050		Nèfles du Japon (4)	<i>Eriobotrya japonica</i>		
0130990		Autres (3)			
0140000	<b>(iv) Fruits à noyau</b>				Produit entier après enlèvement du pédoncule
0140010		Abricots	<i>Prunus armeniaca</i>		
0140020		Cerises	<i>Prunus cerasus</i> , <i>Prunus avium</i>	Cerises douces, cerises acides	
0140030		Pêches	<i>Prunus persica</i>	Nectarines et hybrides similaires	
0140040		Prunes	<i>Prunus domestica</i>	Prune de Damas, reine-claude, mirabelle	
0140990		Autres (3)			
0150000	<b>(v) Baies et petits fruits</b>				Produit entier après enlèvement de la pointe ou de la couronne et du pédoncule, sauf dans le cas des groseilles: fruits avec pédoncule
0151000	<b>(a) Raisins de table et raisins de cuve</b>				
0151010		Raisins de table	<i>Vitis euveitica</i>		
0151020		Raisins de cuve	<i>Vitis euveitica</i>		
0152000	<b>(b) Fraises</b>		<i>Fragaria × ananassa</i>		
0153000	<b>(c) Fruits de ronces</b>				

## ▼M1

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0153010		Mûres	<i>Rubus fruticosus</i>		
0153020		Mûres des haies	<i>Rubus caesius</i>	Ronce-framboise, mûre de Boysen et mûre des ronces	
0153030		Framboises	<i>Rubus idaeus</i>	Framboise du Japon	
0153990		Autres (3)			
0154000	(d) Autres baies et petits fruits				
0154010		Myrtilles	<i>Vaccinium corymbosum</i>	Airelle; myrtille rouge (airelle rouge)	
0154020		Airelles canneberges	<i>Vaccinium macrocarpon</i>		
0154030		Groseilles (à grappes rouges, blanches ou noires)	<i>Ribes nigrum</i> , <i>Ribes rubrum</i>		
0154040		Groseilles à maquereau	<i>Ribes uva-crispa</i>	Y compris les hybrides croisés avec d'autres espèces de <i>Ribes</i>	
0154050		Cynorhodons	<i>Rosa canina</i>		
0154060		Mûres (4)	<i>Morus spp</i>	Arbouse	
0154070		Azerole (4) (nèfle méditerranéenne)	<i>Crataegus azarolus</i>		
0154080		Sureau noir (4)	<i>Sambucus nigra</i>	Argouse, sorbier sauvage, bourdaine, aubépine, sorbe des oiseleurs et autres baies d'arbres	
0154990		Autres (3)			
0160000	(vi) Fruits divers				Produit entier après enlèvement du pédoncule ou de la couronne (ananas)
0161000	(a) Peau comestible				
0161010		Dattes	<i>Phœnix dactylifera</i>		
0161020		Figues	<i>Ficus carica</i>		

## ▼M1

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0161030		Olives de table	<i>Olea europaea</i>		
0161040		Kumquats (4)	<i>Fortunella species</i>	Kumquat marumi, kumquat nagami	
0161050		Carambole (4)	<i>Averrhoa carambola</i>	Bilimbi	
0161060		Kaki (4)	<i>Diospyros kaki</i>		
0161070		Jamelongue (4) (prune de Java)	<i>Syzygium cumini</i>	Jambose, pomme Malac, pomme de rose, cerise du Brésil (grumicha-ma), cerise de Cayenne	
0161990		Autres (3)			
0162000	(b) Peau non comestible, petite taille				
0162010		Kiwis	<i>Actinidia deliciosa</i> syn. <i>A. chinensis</i>		
0162020		Litchis	<i>Litchi chinensis</i>	Litchi doré, ramboutan (litchi chevelu)	
0162030		Fruits de la passion	<i>Passiflora edulis</i>		
0162040		Figue de Barbarie (4) (figue de cactus)	<i>Opuntia ficus-indica</i>		
0162050		Caïnite (4)	<i>Chrysophyllum cainito</i>		
0162060		Plaqueminier de Virginie (4) (kaki de Virginie)	<i>Diospyros virginiana</i>	Sapote noire, sapote blanche, sapote verte, canistel (jaune d'œuf), sapote	
0162990		Autres (3)			
0163000	(c) Peau non comestible, grande taille				
0163010		Avocats	<i>Persea americana</i>		
0163020		Bananes	<i>Musa</i> × <i>paradisica</i>	Banane naine, plantain, banane de Cuba	
0163030		Mangues	<i>Mangifera indica</i>		
0163040		Papayes	<i>Carica papaya</i>		

▼ **M1**

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0163050		Grenades	<i>Punica granatum</i>		
0163060		Chérimoles (4)	<i>Annona cherimola</i>	Cœur de bœuf, pomme-cannelle (corossolier écaillé), lama ( <i>Annona diversifolia</i> ) et autres anonacées de taille moyenne	
0163070		Goyaves (4)	<i>Psidium guajava</i>		
0163080		Ananas	<i>Ananas comosus</i>		
0163090		Fruit de l'arbre à pain (4)	<i>Artocarpus altilis</i>	Fruit du jacquier	
0163100		Durion (4)	<i>Durio zibethinus</i>		
0163110		Corossol (4) (cachiment hérissé)	<i>Annona muricata</i>		
0163990		Autres (3)			
0200000	2. LÉGUMES FRAIS OU CONGELÉS				
0210000	(i) <b>Légumes-racines et légumes-tubercules</b>				Produit entier après enlèvement des fanes éventuelles et de la terre par rinçage ou brossage
0211000	(a) Pommes de terre		<i>Solanum tuberosum</i> , spp.		
0212000	(b) Légumes-racines et légumes-tubercules tropicaux				
0212010		Manioc	<i>Manihot esculenta</i>	Dachine, eddo (taro chinois), tannia	
0212020		Patates douces	<i>Ipomoea batatas</i>		
0212030		Ignames	<i>Dioscorea</i> , sp.	Pois patate (dolique tubéreux), jicama	
0212040		Arrow-root (4)	<i>Maranta arundinacea</i>		
0212990		Autres (3)			

## ▼ M1

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0213000	(c) Autres légumes-racines et légumes-tubercules à l'exception de la betterave sucrière				
0213010		Betterave	<i>Beta vulgaris</i> , subsp. <i>vulgaris</i>		
0213020		Carottes	<i>Daucus carota</i>		
0213030		Céleris-raves	<i>Apium graveolens</i> , var. <i>rapaceum</i>		
0213040		Raifort	<i>Armoracia rusticana</i>		
0213050		Topinambours	<i>Helianthus tuberosus</i>		
0213060		Panais	<i>Pastinaca sativa</i>		
0213070		Persil à grosse racine	<i>Petroselinum crispum</i>		
0213080		Radis	<i>Raphanus sativus</i> , var. <i>sativus</i>	Radis noir, radis du Japon, petite rave et variétés similaires	
0213090		Salsifis	<i>Tragopogon porrifolius</i>	Scorsonère, salsifis d'Espagne (scolyme d'Espagne)	
0213100		Rutabagas	<i>Brassica napus</i> , var. <i>napobrassica</i>		
0213110		Navets	<i>Brassica rapa</i>		
0213990		Autres (3)			
0220000	(ii) Légumes-bulbes				Produit entier après enlèvement des pelures facilement détachables et de la terre (à l'état séché) ou des racines et de la terre (à l'état frais)
0220010		Ail	<i>Allium sativum</i>		
0220020		Oignons	<i>Allium cepa</i>	Oignons argentés	
0220030		Échalotes	<i>Allium ascalonicum</i> ( <i>Allium cepa</i> , var. <i>aggregatum</i> )		

## ▼M1

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0220040		Oignons de printemps	<i>Allium cepa</i>	Ciboule et variétés similaires	
0220990		Autres (3)			
0230000	(iii) Légumes-fruits				Produit entier après enlèvement du pédoncule (du tégument dans le cas du maïs doux)
0231000	(a) Solanacées				
0231010		Tomates	<i>Lycopersicon esculentum</i>	Tomates cerises	
0231020		Poivrons	<i>Capsicum annuum</i> , var. <i>grossum</i> et var. <i>longum</i>	Chilis	
0231030		Aubergines	<i>Solanum melongena</i>	Pepinos	
0231040		Okras, camboux	<i>Hibiscus esculentus</i>		
0231990		Autres (3)			
0232000	(b) Cucurbitacées à peau comestible				
0232010		Concombres	<i>Cucumis sativus</i>		
0232020		Cornichons	<i>Cucumis sativus</i>		
0232030		Courgettes	<i>Cucurbita pepo</i> , var. <i>melo</i>	Bonnet d'électeur (pâtisson)	
0232990		Autres (3)			
0233000	(c) Cucurbitacées à écorce non comestible				
0233010		Melons	<i>Cucumis melo</i>	Kiwano	
0233020		Potirons	<i>Cucurbita maxima</i>	Courge potiron	
0233030		Pastèques	<i>Citrullus lanatus</i>		
0233990		Autres (3)			
0234000	(d) Maïs doux		<i>Zea mays</i> , var. <i>saccharata</i>		Grains et épi sans tégument
0239000	(e) Autres légumes-fruits				
0240000	(iv) Brassicées				

## ▼ M1

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0241000	(a) Choux (développement de l'inflorescence)				Uniquement les inflorescences
0241010		Brocolis	<i>Brassica oleracea</i> , var. <i>italica</i>	Calabrais, brocoli de Chine, broccoli di rapa	
0241020		Choux-fleurs	<i>Brassica oleracea</i> , var. <i>botrytis</i>		
0241990		Autres (3)			
0242000	(b) Choux pommés				Produit entier après enlèvement des racines et des feuilles flétries
0242010		Choux de Bruxelles	<i>Brassica oleracea</i> , var. <i>gemmifera</i>		Uniquement les choux proprement dits
0242020		Choux pommés	<i>Brassica oleracea</i> , convar <i>capitata</i>	Chou pointu, chou rouge, chou de Milan, chou blanc	
0242990		Autres (3)			
0243000	(c) Choux feuilles				Produit entier après enlèvement des racines et des feuilles flétries
0243010		Choux de Chine	<i>Brassica pekinensis</i>	Moutarde de l'Inde (moutarde de Chine à feuilles de chou), pakchoï, pakchoï en rosette (tai goo choi), chou de Chine (petsai), chou cavalier	
0243020		Choux verts	<i>Brassica oleracea</i> , convar. <i>Acephalea</i>	Chou frisé, chou d'hiver	
0243990		Autres (3)			
0244000	(d) Choux-raves		<i>Brassica oleracea</i> convar. <i>acephala</i> , var. <i>gongylodes</i>		Produit entier après enlèvement des racines, des fanes et de la terre éventuelles

## ▼M1

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0250000	(v) <b>Légumes-feuilles et fines herbes</b>				Produit entier après enlèvement des racines, des feuilles extérieures flétries et de la terre (le cas échéant)
0251000	(a) Laitues et autres salades similaires, y compris les brassicacées				
0251010		Mâche	<i>Valerianella locusta</i>	Laitue italienne	
0251020		Laitue	<i>Lactuca sativa</i>	Laitue pommée, lollo rosso (laitue à couper), laitue iceberg, laitue romaine	
0251030		Scarole (endive à larges feuilles)	<i>Cichorium endiva</i>	Chicorée sauvage, chicorée à feuilles rouges, chicorée italienne (radichio), chicorée frisée, chicorée pain de sucre	
0251040		Cresson (4)	<i>Lepidium sativum</i>		
0251050		Cresson de terre (4)	<i>Barbarea verna</i>		
0251060		Roquette, rucola (4)	<i>Eruca sativa</i> ( <i>Diplotaxis spec.</i> )	Roquette sauvage	
0251070		Moutarde brune (4)	<i>Brassica juncea</i> , var. <i>rugosa</i>		
0251080		Feuilles et pousses de <i>Brassica</i> spp (4)	<i>Brassica</i> spp.	Mizuna	
0251990		Autres (3)			
0252000	(b) Épinards et similaires (feuilles)				
0252010		Épinards	<i>Spinacia oleracea</i>	Épinards de la Nouvelle-Zélande, brocoli de raves	

▼ M1

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0252020		Pourpier (4)	<i>Portulaca oleracea</i>	Pourpier d'hiver (claytone de Cuba), pourpier potager, oseille, salicorne	
0252030		Feuilles de bettes (cardes)	<i>Beta vulgaris</i>	Feuilles de betterave	
0252990		Autres (3)			
0253000	(c) Feuilles de vigne (4)		<i>Vitis euvtis</i>		
0254000	(d) Cresson d'eau		<i>Nasturtium officinale</i>		
0255000	(e) Endives, witloof		<i>Cichorium intybus</i> , var. <i>foliosum</i>		
0256000	(f) Fines herbes				
0256010		Cerfeuil	<i>Anthriscus cerefolium</i>		
0256020		Ciboulette	<i>Allium schænoprasum</i>		
0256030		Feuilles de céleri	<i>Apium graveolens</i> , var. <i>seccalinum</i>	Feuilles de fenouil, feuilles de coriandre, feuilles d'aneth, feuilles de carvi, livèche, angélique, cerfeuil musqué et autres apiacées	
0256040		Persil	<i>Petroselinum crispum</i>		
0256050		Sauge (4)	<i>Salvia officinalis</i>	Sarriette des montagnes, sarriette annuelle	
0256060		Romarin (4)	<i>Rosmarinus officinalis</i>		
0256070		Thym (4)	<i>Thymus</i> , spp.	Marjolaine, organ	
0256080		Basilic (4)	<i>Ocimum basilicum</i>	Feuilles de mélisse, menthe, menthe poivrée	
0256090		Feuilles de laurier (4)	<i>Laurus nobilis</i>		
0256100		Estragon (4)	<i>Artemisia dracunculus</i>	Hysope	

▼ **M1**

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0256990		Autres (3)			
0260000	<b>(vi) Légumineuses potagères (fraîches)</b>				Produit entier
0260010		Haricots (non écosés)	<i>Phaseolus vulgaris</i>	Haricots verts (haricots filets), haricots d'Espagne, haricots à couper, doliques asperges	
0260020		Haricots (écosés)	<i>Phaseolus vulgaris</i>	Fèves, flageolets, pois-sabres, haricots de Lima, niébé	
0260030		Pois (non écosés)	<i>Pisum sativum</i>	Pois mange-tout	
0260040		Pois (écosés)	<i>Pisum sativum</i>	Pois potagers, pois frais, pois chiches	
0260050		Lentilles (4)	<i>Lens culinaris</i> (syn.: <i>L. esculenta</i> )		
0260990		Autres (3)			
0270000	<b>(vii) Légumes-tiges (fraîches)</b>				Produit entier après enlèvement des parties flétris, de la terre et des racines
0270010		Asperges	<i>Asparagus officinalis</i>		
0270020		Cardons	<i>Cynara cardunculus</i>		
0270030		Céleri	<i>Apium graveolens</i> , var. <i>dulce</i>		
0270040		Fenouil	<i>Foeniculum vulgare</i>		
0270050		Artichauts	<i>Cynara scolymus</i>		Capitule entier, y compris le réceptacle
0270060		Poireaux	<i>Allium porrum</i>		
0270070		Rhubarbe	<i>Rheum hybridum</i> ×		Tiges sans racines ni feuilles
0270080		Pousses de bambou (4)	<i>Bambusa vulgaris</i>		

▼ **M1**

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0270090		Cœurs de palmier (4)	<i>Euterpa oleracea</i> , <i>Cocos nucifera</i> , <i>Bactris gasipaes</i> , <i>Dæmonorops schmidtiana</i>		
0270990		Autres (3)			
0280000	(viii) <b>Champignons</b> (4)				Produit entier après enlèvement de la terre ou du milieu de culture
0280010		Champignons de couche		Agaric champêtre, pleurote en coquille, shii-take	
0280020		Champignons sauvages		Chanterelle, truffe, morille, cèpe	
0280990		Autres (3)			
0290000	(ix) <b>Algues</b> (4)				Produit entier après enlèvement des feuilles flétries
0300000	3. <b>LÉGUMINEUSES SÉCHÉES</b>				Produit entier
0300010		Haricots	<i>Phaseolus vulgaris</i>	Fèves, grosses fèves blanches, flageolets, pois-sabres, haricots de Lima, fêveroles, niébé	
0300020		Lentilles	<i>Lens culinaris</i> (syn.: <i>L. esculenta</i> )		
0300030		Pois	<i>Pisum sativum</i>	Pois chiches, pois fourragers, gesse cultivée	
0300040		Lupins (4)	<i>Lupinus</i> spp.		
0300990		Autres (3)			
0400000	4. <b>GRAINES ET FRUITS OLÉAGINEUX</b>				Produit entier après enlèvement de la coque, du noyau et du tégument si possible
0401000	(i) <b>Graines oléagineuses</b>				

## ▼M1

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0401010		Graines de lin	<i>Linum usitatissimum</i>		
0401020		Arachides	<i>Arachis hypogaea</i>		
0401030		Graines de pavot	<i>Papaver somniferum</i>		
0401040		Graines de sésame	<i>Sesamum indicum</i> (syn. <i>S. orientale</i> )		
0401050		Graines de tournesol	<i>Helianthus annuus</i>		
0401060		Graines de colza	<i>Brassica napus</i>	Navette sauvage, navette	
0401070		Fèves de soja	<i>Glycine max</i>		
0401080		Graines de moutarde	<i>Brassica nigra</i>		
0401090		Graines de coton	<i>Gossypium</i> spp.		
0401100		Graines de courge (4)	<i>Cucurbita pepo</i> , var. <i>oleifera</i>		
0401110		Carthame (4)	<i>Carthamus tinctorius</i>		
0401120		Bourrache (4)	<i>Borago officinalis</i>		
0401130		Cameline (4)	<i>Camelina sativa</i>		
0401140		Chênevis (4)	<i>Cannabis sativa</i>		
0401150		Ricin	<i>Ricinus communis</i>		
0401990		Autres (3)			
0402000	<b>(ii) Fruits oléagineux</b>				
0402010		Olives à huile (4)	<i>Olea europaea</i>		Produit entier après enlèvement des pédoncules et de la terre éventuels
0402020		Noix de palme (palmistes) (4)	<i>Elæis guineensis</i>		
0402030		Fruits du palmier à huile (4)	<i>Elæis guineensis</i>		
0402040		Kapok (4)	<i>Ceiba pentandra</i>		
0402990		Autres (3)			

## ▼M1

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0500000	5. CÉRÉALES				Produit entier
0500010		Orge	<i>Hordeum</i> spp.		
0500020		Sarrasin	<i>Fagopyrum esculentum</i>		
0500030		Maïs	<i>Zea mays</i>		
0500040		Millet (4)	<i>Panicum</i> spp.	Millet des oiseaux, teff	
0500050		Avoine	<i>Avena fatua</i>		
0500060		Riz	<i>Oryza sativa</i>		
0500070		Seigle	<i>Secale cereale</i>		
0500080		Sorgho (4)	<i>Sorghum bicolor</i>		
0500090		Froment (blé)	<i>Triticum aestivum</i>	Épeautre, triticale	
0500990		Autres (3)			
0600000	6. THÉ, CAFÉ, INFUSIONS ET CACAO				
0610000	(i) <b>Thé</b> (feuilles et tiges séchées, fermentées ou non, de <i>camellia sinensis</i> )		<i>Camellia sinensis</i>		Produit entier
0620000	(ii) <b>Grains de café</b> (4)				Grains uniquement
0630000	(iii) <b>Infusions</b> (4) (séchées)				
0631000	(a) Fleurs				Fleur entière après enlèvement de la tige et des feuilles flétries
0631010		Fleurs de camomille	<i>Matricaria recutita</i>		
0631020		Fleurs d'hybiscus	<i>Hibiscus sabdariffa</i>		
0631030		Pétales de rose	<i>Rosa spec.</i>		
0631040		Fleurs de jasmin	<i>Jasminum officinale</i>		
0631050		Tilleul à grandes feuilles (tilleul)	<i>Tillia cordata</i>		
0631990		Autres (3)			
0632000	(b) Feuilles				Produit entier après enlèvement des racines et des feuilles flétries

▼ **M1**

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0632010		Feuilles de fraisier	<i>Fragaria ananassa</i>		
0632020		Feuilles de rooibos	<i>Aspalathus</i> spp.		
0632030		Maté	<i>Ilex paraguayensis</i>		
0632990		Autres (3)			
0633000	(c) Racines				Produit entier après enlèvement des fanes et de la terre par rinçage ou brossage
0633010		Racine de valériane	<i>Valeriana officinalis</i>		
0633020		Racine de ginseng	<i>Panax ginseng</i>		
0633990		Autres (3)			
0639000	(d) Autres infusions				
0640000	(iv) Cacao (4) (fèves fermentées)		<i>Theobroma cacao</i>		Fèves après enlèvement des coques
0650000	(v) Caroube (4) (pain de Saint-Jean)		<i>Ceratonia siliqua</i>		Produit entier après enlèvement du pédoncule ou de la couronne
0700000	7. HOUBLON (séché), y compris les granulés de houblon et la poudre non concentrée		<i>Humulus lupulus</i>		Produit entier
0800000	8. ÉPICES (4)				Produit entier
0810000	(i) Graines				
0810010		Anis	<i>Pimpinella anisum</i>		
0810020		Carvi noir	<i>Nigella sativa</i>		
0810030		Graines de céleri	<i>Apium graveolens</i>	Graines de livèche	
0810040		Graines de coriandre	<i>Coriandrum sativum</i>		
0810050		Graines de cumin	<i>Cuminum cyminum</i>		
0810060		Graines d'aneth	<i>Anethum graveolens</i>		
0810070		Graines de fenouil	<i>Foeniculum vulgare</i>		

▼ **M1**

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0810080		Fenugrec	<i>Trigonella fœnumgræcum</i>		
0810090		Noix muscade	<i>Myristica fragans</i>		
0810990		Autres (3)			
0820000	<b>(ii) Fruits et baies</b>				
0820010		Poivre de la Jamaïque	<i>Pimenta dioica</i>		
0820020		Poivre anisé (poivre du Sichuan)	<i>Zanthoxylum piperitum</i>		
0820030		Carvi	<i>Carum carvi</i>		
0820040		Cardamome	<i>Elettaria cardamomum</i>		
0820050		Baies de genièvre	<i>Juniperus communis</i>		
0820060		Poivre, noir et blanc	<i>Piper nigrum</i>	Poivre long, poivre rose	
0820070		Gousses de vanille	<i>Vanilla fragans</i> (syn. <i>Vanilla planifolia</i> )		
0820080		Tamarin	<i>Tamarindus indica</i>		
0820990		Autres (3)			
0830000	<b>(iii) Écorces</b>				
0830010		Cannelle	<i>Cinnamomum verum</i> (syn. <i>C. zeylanicum</i> )	Cannelle de Chine	
0830990		Autres (3)			
0840000	<b>(iv) Racines ou rhizomes</b>				
0840010		Réglisse	<i>Glycyrrhiza glabra</i>		
0840020		Gingembre	<i>Zingiber officinale</i>		
0840030		Curcuma (safran des Indes)	<i>Curcuma domestica</i> (syn. <i>C. longa</i> )		
0840040		Raifort	<i>Armoracia rusticana</i>		
0840990		Autres (3)			
0850000	<b>(v) Boutons</b>				
0850010		Clous girofle	<i>Syzygium aromaticum</i>		
0850020		Câpres	<i>Capparis spinosa</i>		
0850990		Autres (3)			

▼ **M1**

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
0860000	(vi) <b>Stigmates de fleurs</b>				
0860010		Safran	<i>Crocus sativus</i>		
0860990		Autres (3)			
0870000	(vii) <b>Arille</b>				
0870010		Macis	<i>Myristica fragans</i>		
0870990		Autres (3)			
0900000	9. PLANTES SUCRIÈRES (4)				
0900010		Betterave sucrière	<i>Beta vulgaris</i>		Produit entier après enlèvement des fanes et de la terre par rinçage ou brossage
0900020		Canne à sucre	<i>Saccharum officinarum</i>		Produit entier après enlèvement des parties flétries, de la terre et des racines
0900030		Racines de chicorée (4)	<i>Cichorium intybus</i>		Produit entier après enlèvement des fanes et de la terre par rinçage ou brossage
0900990		Autres (3)			
1000000	10. PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE — ANIMAUX TERRESTRES				
1010000	(i) <b>Viandes, préparations de viande, abats, sang, graisses animales, frais, réfrigérés ou congelés, salés, en saumure, séchés ou fumés ou transformés en farines; autres produits transformés confectionnés à partir de ces produits, comme des saucisses et des préparations alimentaires</b>				Produit entier ou matière grasse uniquement (5)
1011000	(a) Porcins		<i>Sus scrofa</i>		
1011010		Viande			

▼ M1

Numéro de code <sup>(1)</sup>	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique <sup>(2)</sup>	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
1011020		Viande dégraissée ou maigre			
1011030		Foie			
1011040		Reins			
1011050		Abats comestibles			
1011990		Autres <sup>(3)</sup>			
1012000	(b) Bovins		<i>Bos spec.</i>		
1012010		Viande			
1012020		Graisse			
1012030		Foie			
1012040		Reins			
1012050		Abats comestibles			
1012990		Autres <sup>(3)</sup>			
1013000	(c) Ovins		<i>Ovis aries</i>		
1013010		Viande			
1013020		Graisse			
1013030		Foie			
1013040		Reins			
1013050		Abats comestibles			
1013990		Autres <sup>(3)</sup>			
1014000	(d) Caprins		<i>Capra hircus</i>		
1014010		Viande			
1014020		Graisse			
1014030		Foie			
1014040		Reins			
1014050		Abats comestibles			
1014990		Autres <sup>(3)</sup>			
1015000	(e) Animaux des espèces chevaline, asine ou mulassière		<i>Equus spec.</i>		
1015010		Viande			
1015020		Graisse			
1015030		Foie			
1015040		Reins			
1015050		Abats comestibles			

## ▼M1

Numéro de code (1)	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique (2)	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
1015990		Autres (3)			
1016000	(f) Volailles — poulets, oies, canards, dindes et pintades —, autruches, pigeons		<i>Gallus gallus</i> , <i>Anser anser</i> , <i>Anas platyrhynchos</i> , <i>Meleagris gallopavo</i> , <i>Numida meleagris</i> , <i>Coturnix coturnix</i> , <i>Struthio camelus</i> , <i>Columba sp.</i>		
1016010		Viande			
1016020		Graisse			
1016030		Foie			
1016040		Reins			
1016050		Abats comestibles			
1016990		Autres (3)			
1017000	(g) Autres animaux d'élevage			Lapin, kangourou	
1017010		Viande			
1017020		Graisse			
1017030		Foie			
1017040		Reins			
1017050		Abats comestibles			
1017990		Autres (3)			
1020000	(ii) Lait et crème, non concentrés, sans sucre ajouté ni édulcorant, beurre et autres graisses dérivées du lait, fromage et caillé-botte				Produit entier ou matière grasse uniquement (6)
1020010		Bovins			
1020020		Ovins			
1020030		Caprins			
1020040		Chevaux			
1020990		Autres (3)			
1030000	(iii) Œufs d'oiseaux, frais, conservés ou congelés; œufs écalés et jaunes d'œufs, frais, séchés, cuits à l'eau ou à la vapeur, moulés, congelés ou autrement conservés, même additionnés ou non				Produit entier ou matière grasse uniquement (7)

## ▼ M1

Numéro de code <sup>(1)</sup>	Groupes auxquels s'appliquent les LMR	Exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR	Nom scientifique <sup>(2)</sup>	Exemples de variétés apparentées ou d'autres produits inclus dans la définition et soumis à la même LMR	Parties du produit auxquelles s'appliquent les LMR
	<b>de sucre ou d'autres édulcorants</b>				
1030010		Poulet			
1030020		Canard			
1030030		Oie			
1030040		Caille			
1030990		Autres <sup>(3)</sup>			
1040000	(iv) <b>Miel</b>		<i>Apis mellifera</i> , <i>Melipona spec.</i>	Gelée royale, pollen	
1050000	(v) <b>Amphibiens et reptiles</b>		<i>Rana spec.</i> <i>Crocodilia spec.</i>	Cuisses de grenouilles, crocodiles	
1060000	(vi) <b>Escargots</b>		<i>Helix spec.</i>		
1070000	(vii) <b>Autres produits dérivés d'animaux terrestres</b>				
1100000	11. POISSONS, PRODUITS À BASE DE POISSON, CRUSTACÉS, MOLLUSQUES ET AUTRES PRODUITS DE LA PÊCHE EN MER OU EN EAU DOUCE <sup>(8)</sup>				
1200000	12. ALIMENTS POUR ANIMAUX <sup>(8)</sup>				

<sup>(1)</sup> Le numéro de code est introduit par la présente annexe; il vise à établir une classification en vertu de celle-ci et d'autres annexes connexes du règlement (CE) n° 396/2005.

<sup>(2)</sup> Le nom scientifique des produits figurant dans la colonne «exemples de produits du groupe auxquels s'appliquent les LMR» est indiqué, le cas échéant et si possible; il respecte la nomenclature internationale dans la mesure du possible.

<sup>(3)</sup> Le terme «autres» recouvre tous les produits qui ne sont pas mentionnés expressément sous les autres codes au sein des «groupes auxquels s'appliquent les LMR».

<sup>(4)</sup> Les LMR indiquées aux annexes II et III pour ce produit ne s'appliquent à celui-ci que lorsqu'il est utilisé dans l'alimentation humaine. Les parties du produit servant exclusivement d'ingrédients dans des aliments pour animaux feront l'objet de LMR distinctes.

<sup>(5)</sup> Si le pesticide et/ou les métabolites (compris dans la définition des résidus) sont hydrosolubles ( $\log P_{ow} < 3$ ), la LMR est exprimée en mg/kg de viande (matière grasse comprise), de préparations de viande, d'abats et de graisses animales. Si le pesticide et/ou les métabolites (compris dans la définition des résidus) sont liposolubles ( $\log P_{ow} \geq 3$ ), la LMR est exprimée en mg/kg de graisse contenue dans la viande, les préparations de viande, les abats et les graisses animales. Pour les denrées alimentaires ayant une teneur en matière grasse égale ou inférieure à 10 % du poids, la quantité de résidus se réfère au poids total de la denrée désossée. Dans ce cas, la teneur maximale est d'un dixième de la valeur exprimée par rapport à la quantité de matière grasse, mais elle doit être au moins égale à 0,01 mg/kg. Cette dernière règle ne s'applique ni au lait de vache ni au lait de vache entier. Elle ne s'applique pas non plus aux autres produits lorsque la LMR est fixée au niveau de la LD.

<sup>(6)</sup> Si le pesticide et/ou les métabolites (compris dans la définition des résidus) sont hydrosolubles ( $\log P_{ow} < 3$ ), la LMR est exprimée en mg/kg de lait et de produits laitiers. Si le pesticide et/ou les métabolites (compris dans la définition des résidus) sont liposolubles ( $\log P_{ow} \geq 3$ ), la LMR est exprimée en mg/kg de lait de vache et de lait de vache entier. Pour exprimer la teneur en résidus du lait de vache cru et du lait de vache entier, il convient de fonder le calcul sur une teneur en matière grasse égale à 4 % du poids. Pour le lait cru et le lait entier d'une autre origine animale, les résidus sont exprimés sur la base de la matière grasse. Pour les autres denrées énumérées ayant une teneur en matière grasse inférieure à 2 % du poids, la teneur maximale est égale à la moitié de celle fixée pour le lait cru et le lait entier, et pour celles qui ont une teneur en matière grasse égale ou supérieure à 2 % du poids, la teneur maximale est exprimée en mg/kg de matière grasse. Dans ce cas, la teneur maximale est égale à vingt-cinq fois celle qui s'applique au lait cru et au lait entier. Cette dernière règle ne s'applique pas lorsque la LMR est fixée au niveau de la LD.

<sup>(7)</sup> Si le pesticide et/ou les métabolites (compris dans la définition des résidus) sont hydrosolubles ( $\log P_{ow} < 3$ ), la LMR est exprimée en mg/kg d'œufs frais écalés pour les œufs d'oiseaux et les jaunes d'œufs. Si le pesticide et/ou les métabolites (compris dans la définition des résidus) sont liposolubles ( $\log P_{ow} \geq 3$ ), la LMR est exprimée en mg/kg d'œufs frais écalés pour les œufs d'oiseaux et les jaunes d'œufs. Cependant, pour les œufs et les produits à base d'œuf ayant une teneur en matières grasses supérieure à 10 %, la teneur maximale est exprimée en mg/kg de matières grasses. Dans ce cas, la teneur maximale est égale à dix fois celle qui s'applique aux œufs frais. Cette dernière règle ne s'applique pas lorsque la LMR est fixée au niveau de la LD.

<sup>(8)</sup> Les LMR ne s'appliquent pas tant que chaque produit n'est pas déterminé et inscrit dans la liste.

▼ M2

## ANNEXE VII

**Combinaisons substance active/produit visées à l'article 18, paragraphe 3**

Substance active	Produits figurant à l'annexe I (numéro de code)
Phosphure d'hydrogène	Fruits (0100000), légumes (0200000), légumineuses (0300000), graines et fruits oléagineux (0400000), céréales (0500000), thé, café, infusions et cacao (0600000), épices (0800000).
Phosphure d'aluminium	Fruits (0100000), légumes (0200000), légumineuses (0300000), graines et fruits oléagineux (0400000), céréales (0500000), thé, café, infusions et cacao (0600000), épices (0800000).
Phosphure de magnésium	Fruits (0100000), légumes (0200000), légumineuses (0300000), graines et fruits oléagineux (0400000), céréales (0500000), thé, café, infusions et cacao (0600000), épices (0800000).
Fluorure de sulfuryle	Fruits (0100000), céréales (0500000).